

La nature : Un paradigme* introuvable

Critique communiste n°7, Mai-juin 1976

Processus sociaux et processus naturels

« La notion de nature élude quelques problèmes théoriques, notamment celui-ci : comment l'être de l'histoire — l'être historique, l'homme — fait-il l'histoire de l'être ? Et comment unir ces aspects et résoudre la contradiction ? »

Henri LEFEBVRE (1).

Il convient de dégager une approche systématique des problèmes de l'environnement qui dépasse la diversité souvent confuse des thèmes habituellement rangés sous cette rubrique : pollution, destruction du milieu naturel et du cadre de vie, épuisement des ressources naturelles, crise de l'énergie... La trame de notre analyse est la suivante : le système capitaliste, dans son développement, est incapable d'assumer durablement et de façon satisfaisante pour l'humanité, un certain nombre de relations fondamentales entre processus naturels et processus sociaux. La rationalité étroite de ce système productif ne considère les ressources naturelles et la force de travail humaine que sous l'angle de leur disponibilité sur le marché et de leur prix. Il est inéluctable qu'un mode de production où domine la loi du profit et où la grandeur relative de la plus-value soustraite aux travailleurs s'exprime par

(*) *Paradigme* : Prototype, modèle du monde des formes, des corps et de la matière où nous vivons.

(1) Henri Lefebvre, *Introduction à la modernité* (op. citée), p. 137.

rapport au capital constant engagé dans le procès de production ait pour conséquence l'exploitation maximum et un pillage forcené de la nature : « Le capital épuise en même temps les deux sources de toute richesse, la terre et le travailleur » (2), écrit K. Marx. En effet, le capital constant inclut les matières premières et l'énergie primaire qui sont transformées par le travail vivant qui lui seul engendre la plus-value. L'accumulation du capital inclut donc à la fois l'exploitation de la force de travail et la recherche des éléments naturels indispensables à la production, au plus bas prix.

La prise en compte actuelle de certaines dégradations de l'environnement sous le seul aspect technique n'épuise donc pas le problème de la crise de l'environnement, puisque les méthodes de calcul économiques mises en œuvre restent dans le cadre étroit de la rationalité du système dominant. D'un autre côté, la démarche commune à la plupart des mouvements écologiques, qui valorisent les processus naturels en les généralisant de façon abusive — ou en introduisant les processus sociaux dans leur analyse sous une forme simpliste, en les naturalisant — n'est pas susceptible d'offrir une stratégie alternative cohérente ; le plus souvent, seules les manifestations les plus visibles des désastres écologiques sont décrites. Lorsque la démarche écologique se veut la plus radicale, elle renvoie souvent à la conception a-historique et utopique d'une nature à re-conquérir, pour retrouver une nature originelle totalement mythique.

C'est une approche dialectique des relations entre sociétés humaines et environnement terrestre qui est nécessaire, car la manière dont les hommes sont organisés pour produire, les rapports sociaux de production jouent un rôle fondamental dans la relation qui s'établit entre les populations humaines et leur environnement. Toute approche unilatérale débouche sur une double impasse : théorique et pratique. Par approche unilatérale, nous entendons toute analyse fondée sur l'hypothèse que systèmes sociaux et systèmes naturels évoluent suivant des processus sans interaction profonde. Ce que nous voulons montrer, c'est qu'il existe des relations systémiques entre divers phénomènes (naturels et sociaux) et non pas des identités substantives entre des phénomènes similaires. Cela signifie que nous devons être méfiants à l'égard de toutes les analogies courantes dans la littérature écologique : ainsi de la comparaison entre la croissance (et la régulation) d'une population bactérienne et la croissance (et la régulation) d'une population humaine, représentées pourtant toutes deux en fonction du temps par des courbes de même forme sigmoïde. Cette approche dialectique pose évidemment des problèmes difficiles. Quelques exemples peuvent illustrer — sans démontrer bien sûr — nos hypothèses initiales. Ils permettent néanmoins de mettre en lumière ce caractère problématique des notions utilisées (nature, environnement, seuil...).

(2) K. Marx, *Le Capital*, op. cité, Livre I, tome 2, p. 180.

Beaucoup de biologistes pensent que certains des problèmes actuels concernant les rapports hommes/environnement sont liés au fait que les structures anatomiques et l'équipement biologique de l'homme se sont formés dans la période d'émergence d'Homo Sapiens et restent liés aux conditions « cosmiques » de cette période. Parmi ces liens hommes/environnement, les plus stables semblent les rythmes circadiens, saisonniers.., de nombreuses fonctions humaines, au nombre desquelles on peut citer par exemple :

— les processus bio-chimiques et hormonaux au moyen desquels le corps utilise le sucre et qui diffèrent d'une saison à l'autre (3) ;

— les explosions printanières et leurs efflorescences, souvent accompagnées, dans les sociétés humaines, de rites qui se transmettent à travers les âges ;

— les rythmes quotidiens qui affectent nombre des fonctions physiologiques de l'organisme humain (et qui expliquent les troubles profonds dont sont souvent victimes les travailleurs qui pratiquent les trois-huit ou qui travaillent de nuit).

Beaucoup de problèmes sont liés à cette tendance du temps social à se détacher du temps cosmique, des cycles de la nature, sans jamais y parvenir vraiment. Deux exemples particulièrement intéressants encore, pour montrer la corrélation étroite entre processus historiques et processus biologiques :

— les études faites par les historiens, notamment en France (4), sur les mécanismes de l'aménorrhée de guerre et de famine et qui montrent le lien étroit entre difficultés de subsistance et régulation des naissances :

— l'analyse des raisons de la baisse spectaculaire de l'âge de la puberté depuis un siècle.

Plus généralement, l'étude des phénomènes de régulation des populations humaines — qui est au centre des préoccupations écologiques — montre qu'ils résultent d'une interaction permanente entre processus sociaux et processus écologiques.

Une nouvelle mystification : l'approche néo-classique

« La richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste s'annonce comme une immense accumulation de marchandises — l'analyse de la marchandise, forme élémentaire de cette richesse, sera par conséquent le point de départ de nos recherches. »

K. MARX (5).

(3) Lire en particulier Dubos, *L'Homme et l'adaptation au milieu*, op. cité.

(4) Sur ces aspects du problème, on lira avec profit les contributions de E. Le Roy Ladurie et S.H. Katz dans *l'Unité de l'Homme*, op. cité.

(5) K. Marx, *Le Capital*, op. cité, Livre I, tome 1, p. 51.

Les politiques gouvernementales de l'environnement s'inspirent le plus souvent des méthodes économiques néo-classiques — l'environnement naturel y est traité comme un secteur dont on cherche à maximiser le rendement en termes monétaires. La problématique néo-classique, avec la recherche « d'indicateurs sociaux d'environnement », dans le cadre de la comptabilité officielle exprimée en termes monétaires (Produit National Brut, revenu per capita...), ignore ou dissimule les mécanismes sociaux essentiels (inégalités sociales, lutte des classes...) (6). En réintroduisant les données concernant l'environnement dans le cadre du marché, les économistes néo-classiques supposent implicitement que les forces du marché tendront d'elles-mêmes à établir les solutions optimales — la formule employée : « réinternaliser les coûts externes » marque les limites étroites de l'analyse : les coûts ne sont « externes » que dans le cadre d'un certain type d'imputation. C'est en réalité pour des raisons différentes que certains coûts d'environnement sont pris en charge par la bourgeoisie : chaque fois que le mode de croissance capitaliste est remis en cause, notamment sous l'impact des luttes sociales. Ces coûts deviennent alors socialement nécessaires. I. Sachs montre bien l' inanité de la prétention « à faire prendre en charge par le système de production les exigences d'une gestion à long terme de l'environnement sur la **seule base** de l'imputation des coûts sociaux d'environnement à partir du consentement à payer » (7).

D'une façon plus générale, dans le cadre de la « planification capitaliste », les indicateurs sociaux permettent des changements indispensables pour assurer la pérennité de la reproduction du mode de production dominant dans ses rouages essentiels. Les méthodes proposées pour élaborer les indicateurs d'environnement, qu'elles reposent sur l'observation du comportement social des individus ou sur des sondages d'opinion, partent d'une hypothèse irrecevable, parce qu'elle suppose un comportement entièrement libre des individus. Plus profondément, les raisonnements employés sont purement tautologiques. En effet, le comportement observé ou l'opinion formulée ne sont que l'expression plus ou moins déformée de contraintes imposées par le système. La procédure utilisée contribue à la reproduction de la situation existante, à la reproduction des conditions d'existence antérieures. Elle est évidemment totalement compatible avec le système, puisqu'elle n'ouvre qu'une seule possibilité : celle d'une **connection** des dégâts à l'environnement. Elle néglige les aspects fondamentaux de la question, à savoir : irréversibilité de certaines dégradations, gaspillage et épuisement des ressources non renouvelables. Elle justifie la croissance des profits dans le secteur de l'antipollution.

(6) Lire en particulier *Economie de l'environnement* et *Méthodologie et théorie économique de l'environnement*, op. cités ; pour une critique de l'approche néo-classique des problèmes de l'environnement, la plupart des contributions à *l'Analyse socio-économique de l'environnement*, op. cité ; pour une critique générale de l'analyse néo-classique au livre de Salama : *Sur la valeur*, op. cité.

(7) I. Sachs, dans *Analyse socio-économique de l'environnement*, op. cité.

(Faut-il rappeler ici que l'industrie de l'antipollution connaît un taux de croissance très important dans les pays capitalistes développés ?) Finalement, l'approche néo-classique se fonde sur une démarche inverse à celle proclamée par les gouvernements : elle réduit les individus à des « besoins » calculés de l'extérieur, elle les traite en objets et non en sujets.

C'est à l'**analyse du procès de production** qu'il faut revenir, puisqu'en réalité : « la production produit la consommation : en lui fournissant la matière ; en déterminant le mode de consommation ; en faisant naître chez le consommateur le besoin de produits posés d'abord simplement par elle sous forme d'objets » (8).

Or, le procès de production capitaliste constitue précisément un non-sens écologique, en favorisant systématiquement le gaspillage des ressources naturelles, en accélérant le transfert de matière et d'énergie de la sphère ressources à la sphère déchets. En effet, pour élargir leur production, les stratégies des grandes entreprises tendent à façonner le marché par un double processus :

— création permanente de produits nouveaux,

— création de la demande pour ces nouveaux produits par des techniques de marketing, de manipulation des besoins et des désirs humains. Ainsi, les firmes les plus puissantes (monopoles, oligopoles...), jouent un rôle déterminant dans le choix et le modelage des besoins humains à satisfaire. L'Etat bourgeois intervient d'ailleurs lui-même pour enrayer la tendance à la baisse du taux de profit grâce à la prise en charge d'une masse croissante d'investissements peu rentables. Ainsi sont ouverts de nouveaux débouchés ; un taux de profit assez élevé est maintenu dans le secteur privé ; de nouvelles perspectives de développement sont ouvertes...

Planifier l'obsolescence des marchandises (automobile, électroménager), les démoder (habillement), sont des techniques courantes qui renvoient aux mécanismes les plus intimes de la société. En effet, dans une économie de marché, une fois réalisée la **valeur d'échange** de la marchandise, celle-ci cesse pour l'essentiel d'être un objet intervenant dans la réalisation de la plus-value. Toute prolongation de sa **valeur d'usage** au-delà de certaines limites compromet l'écoulement de produits finis nouveaux. L'utilisation directe de la science, en suscitant un développement technologique impétueux, favorise indirectement ces tendances au gaspillage. Ces mécanismes sociaux, écologiquement absurdes, sacrifient la satisfaction des besoins fondamentaux du plus grand nombre des travailleurs concernant précisément leur cadre de vie (nutrition, logement, transports, éducation, voyages...) (9), et constituent un **immense gaspillage** de la force de travail (durée du temps de travail et chômage...), et bien sûr de ressources naturelles précieuses.

(8) K. Marx, *Introduction à la Critique de l'Economie Politique*, op. cité.

(9) Consulter la très intéressante étude du C.R.E.D.O.G., *Les inégalités en France*, op. cité.

Ecologie et processus naturels

« Je parlerai rapidement des conditions les plus générales de la vie. J'insisterai seulement sur un fait d'importance décisive : l'énergie solaire est le principe de son développement exubérant. La source et l'essence de notre richesse sont données dans le rayonnement du soleil, qui dispense l'énergie, la richesse, sans contrepartie. Le soleil donne sans jamais recevoir : les hommes en eurent le sentiment bien avant que l'astrophysique ait mesuré cette incessante prodigalité ; ils le voyaient mûrir les moissons et liaient la splendeur qui lui appartient au geste qui donne sans recevoir. »

Georges BATAILLE (10).

Pour comprendre la dégradation de l'environnement sous l'effet des activités agricoles et industrielles de la société capitaliste, il convient de rappeler quelques lois écologiques fondamentales gouvernant l'évolution des systèmes naturels.

— **L'écosphère est un système clos pour la matière** : Il n'y a pas d'extérieur ou d'ailleurs pour la matière dans l'écosphère. Ainsi, pour les minéraux, la production industrielle ou artisanale correspond à un simple **transfert** d'un compartiment à l'autre de l'écosphère, accompagné souvent d'une dispersion. On aperçoit immédiatement les conséquences de cette loi : les méthodes qui consistent à utiliser l'hydrosphère (c'est-à-dire, au bout du compte, rivières, lacs, océans, nappes phréatiques) comme égoût, ou à surélever une cheminée pour favoriser l'évacuation d'effluents gazeux dans l'atmosphère, ont pour conséquence une dispersion de la pollution ailleurs. Le mérite essentiel des travaux sur les limites (rapport Meadows par exemple) est d'avoir montré que cet ailleurs se faisait de plus en plus rare, que cet ailleurs est **utopie** (utopie signifie littéralement nulle part). Le caractère privé de la propriété explique pour une part que ces transferts échappent quasiment à toute règle, puisque les législations bourgeoises sont essentiellement prévues pour réparer les dommages causés à des propriétaires particuliers (privés) (11).

— **L'écosphère est un système ouvert pour l'énergie** (12) : L'énergie pénètre dans l'écosphère sous la forme du rayonnement solaire (rayonnement électromagnétique). Cette énergie est partiellement transformée en énergie chimique par les végétaux. La

(10) G. Bataille, dans *La Part Maudite*, op. cité, p. 79.

(11) Sur ce point, on peut consulter l'ouvrage d'Odon Vallet : *L'Administration de l'environnement* (op. cité), ainsi que l'étude de Mishan, *Property Rights and Amenity Rights*, traduite en français sous le titre *Droits de propriété et droits écologiques*, dans l'ouvrage *Economie de l'environnement*, op. cité, p. 191-198, enfin, le chapitre 19 : *Legislative Control of Pollution*, du livre de H. Rothmann, *Murderous Providence*, op. cité, p. 274-292.

(12) La notion de système ici utilisée généralise le concept thermodynamique de système, comme partie définie de l'Univers susceptible d'échanger matière et énergie avec le reste de l'Univers. Le système dont il est question ici est la biosphère, système vivant.

photo-synthèse, qui réalise cette conversion énergétique, permet ainsi le stockage d'énergie potentielle et l'activité permanente des végétaux, notamment pendant les périodes sans soleil. Cette énergie potentielle, contenue dans les molécules organiques de la matière vivante, est utilisée au moyen de la respiration, processus complémentaire de la photo-synthèse.

— Les êtres vivants qui évoluent au sein d'un écosystème ne se nourrissent pas seulement d'énergie et de matière, mais aussi **d'information**. En ce sens, « l'écosystème est co-organisateur et co-programmateur du système vivant qui s'y trouve intégré » (E. Morin). L'accroissement de complexité, les transformations des êtres vivants avec le temps (mutations et adaptation) ne sont « que le résultat nécessaire d'un jeu d'interactions qui se déroulent inévitablement entre le système et ce qui l'entoure » (13). Ce principe général permet de comprendre la création d'ordre à partir de bruit, au sens thermodynamique du terme, qui caractérise l'ensemble du monde vivant. A ce niveau aussi se manifeste le caractère **ouvert** des systèmes vivants en relation intégrative avec leur environnement.

— **L'écosystème constitue l'unité structurale de base de la biosphère**. Tout écosystème comporte un ensemble d'espèces animales et végétales qui peuvent être réparties en trois groupes, suivant leur type de nutrition :

- **autotrophes** ou **producteurs** : essentiellement des végétaux qui utilisent des éléments minéraux pour synthétiser les substances biochimiques indispensables à leur croissance et à leur reproduction ;

- **hétérotrophes consommateurs** : essentiellement animaux, capables d'utiliser les végétaux pour édifier des molécules plus complexes caractéristiques de la matière animale ;

- **hétérotrophes décomposeurs** : micro-organismes ou végétaux pluri-cellulaires de petite taille qui dissolvent les matières organiques mortes, réintroduisant dans la biosphère les éléments minéraux que les végétaux en avaient extraits lors de la fabrication de la matière vivante, et « brûlent » la presque totalité de l'énergie contenue dans les tissus morts consommés.

Ainsi sont créés les **cycles de conversion bioénergétiques** (chaînes alimentaires) et les cycles biogéochimiques ; les **cycles bioénergétiques** ont d'assez faibles rendements, car la biomasse créée diminue rapidement au fur et à mesure que le niveau trophique s'élève. Les rapports fonctionnels entre les organismes vivants et leur environnement physique sont donc tels qu'« il ne peut y avoir de population autonome » (V. Labeyrie). Chaque groupe (producteurs, consommateurs, décomposeurs) évolue suivant une dynamique totalement dépendante des deux groupes qui l'entourent. A cet égard, toutes les hypothèses académiques qui tentent de frapper l'imagination, et qui fourmillent dans la littérature écologique,

(13) F. Jacob, *La logique du vivant*, op. cité, p. 193.

en supposant la croissance exponentielle de la population d'une catégorie donnée d'êtres vivants, sont absurdes ; elles ont par contre une fonction idéologique très précise : tenter de justifier « scientifiquement » un arrêt de la croissance économique.

L'espèce humaine n'échappe pas à ces lois écologiques : telle est une des composantes de l'écosphère, qui s'évade partiellement, et seulement partiellement, des contraintes qui règlent la population des autres espèces vivantes ; le niveau de la population humaine est déterminé par l'importance de sa source d'énergie alimentaire (le niveau trophique inférieur) et des populations de consommateurs et décomposeurs qui l'utilisent à leur tour comme source trophique. Dès le début de leur histoire, les populations humaines ont tenté de se débarrasser de leurs consommateurs. C'est au néolithique que l'homme s'est affranchi de ses consommateurs les plus importants, notamment des grands carnassiers ; il s'est débarrassé de la vermine plus récemment : on connaît d'ailleurs le rôle des poux dans l'équilibre du cuir chevelu, ainsi que le rôle social important constitué par l'épouillage jusqu'à une période récente (14).

C'est depuis un siècle qu'il a commencé à s'émanciper de la plupart de ses décomposeurs pathogènes, qui ont, par le passé, joué un rôle important dans la démographie humaine ; ainsi par exemple « l'unification microbienne » du monde entre les XIV^e et XVI^e siècles a été un formidable contre-coup de l'essor démographique des XI^e et XIII^e siècles : en multipliant les contacts de populations, cet essor démographique avait frayé la voie aux diffusions incontrôlées de diverses maladies contagieuses qui devaient exterminer des dizaines de millions d'hommes en zones européenne et amérindienne. Plus près de nous dans le temps, l'émancipation actuelle de ces décomposeurs (vaccins, antibiotiques, etc.) entraîne une régression de la mortalité infantile qui est un des facteurs de l'explosion démographique du XX^e siècle.

Pour ces raisons, on peut dire de l'humanité qu'elle constitue un **cul-de-sac écologique** (V. Labeyrie). Il est faux néanmoins de prétendre que l'homme s'est affranchi de toute contrainte écologique. Toutes les formulations du genre : « domination de l'homme sur la nature » sont fausses théoriquement et dangereuses pratiquement. « La nature vaincue, c'est l'autodestruction de l'homme » écrit très justement E. Morin. Ce qui se passe en réalité pour l'homme comme consommateur, depuis l'apparition de l'agriculture, est une intervention de plus en plus systématique au niveau des processus naturels : intervention dans les chaînes trophiques (ou chaînes alimentaires) au niveau de la plante qu'il cultive ou de l'animal qu'il élève, afin de faciliter la compétition de ces plantes

(14) Deux ouvrages récents, dont le succès témoigne du renouveau de l'intérêt pour « un passé que nous avons perdu », évoquent l'importance des rites de l'épouillage au Moyen-Âge, mais aussi au siècle dernier ; E. Le Roy Ladurie : *Montaillou, village occitan*, et P.J. Hélias : *Le Cheval d'orgueil*. Voir aussi la contribution de A.G. Haudricourt : *L'homme, le pou et la puce*, au premier colloque d'ethnozoologie (*L'homme et l'animal*, op. cité).

ou animaux « domestiques » avec ceux qui sont susceptibles d'utiliser le même espace ou les mêmes aliments (parasites, « mauvaises herbes », etc.). Ces techniques de sélection, qui permettent d'augmenter ou d'améliorer l'énergie alimentaire utilisable par l'homme, font évoluer l'état d'équilibre des écosystèmes, mais dépendent toutes, en dernière instance, du captage de l'énergie solaire par les végétaux (15).

On aperçoit dès lors les difficultés méthodologiques soulevées par une tentative de prise en compte des processus naturels et des processus sociaux, d'analyse de l'interface biosphère/structures socio-culturelles. Cette approche dialectique est cependant indispensable pour comprendre les rapports entre sociétés humaines et environnement. E. Morin a très bien montré cette interaction biologique/culturel dans la stabilisation de l'espèce humaine elle-même :

« Dès lors que la culture se développe et institue la règle d'exogamie et le tabou de l'inceste, les petites sociétés closes hominiennes, favorables à l'enracinement et à la propagation de déviations génétiques, c'est-à-dire à la constitution d'espèces nouvelles, font place à des sociétés ouvertes, entretenant un brassage génétique, c'est-à-dire empêchant désormais la naissance d'espèces nouvelles : autrement dit, la culture stoppe l'évolution biologique après l'avoir accélérée, parce qu'évidemment elle a elle-même évolué, passant d'un certain stade organisationnel (société close) à un stade plus complexe (société ouverte). » (16)

L'homme apparaît donc comme le produit d'une longue évolution écologique, et, en même temps, par ses capacités mentales (mémoire, langage...), il se montre capable de « prolonger » un lent processus d'homínisation, lui-même marqué par une constante interaction de phénomènes biologiques et culturels.

Société et environnement dans les formations sociales pré-capitalistes

« Les blancs se moquent de la terre, du daim ou de l'ours. Lorsque nous, Indiens, chassons le gibier, nous mangeons toute la viande. Lorsque nous cherchons les racines, nous faisons de petits trous... Nous secouons les glands et les pommes depuis des arbres. Nous n'utilisons que le bois mort. L'homme blanc, lui, abat les arbres, détruit tout... »

Vieille femme wintu (17).

(15) En équilibre ne signifie évidemment pas statique. L'état d'équilibre d'un écosystème est un état dans lequel « les entrants et les sortants de matière et d'énergie se réajustent perpétuellement, de sorte que l'ensemble des populations qui le peuplent sont en équilibre dynamique » (F. Ramade, *Éléments d'écologie appliquée*, op. cité, p. 504).

On appelle *climax* les communautés terminales de successions végétales en équilibre avec le climat et les divers facteurs écologiques des biotopes et, de ce fait, non susceptibles d'une évolution ultérieure en l'absence de toute perturbation.

(16) E. Morin, dans *l'Unité de l'Homme*, op. cité, p. 738.

(17) Dans T.C. McLuhan, *Pieds nus sur la terre sacrée*, op. cité.

Nous voudrions faire deux remarques préalables :

— La périodisation ci-dessous adoptée est très schématique ; elle vise seulement à délimiter les grandes périodes qui marquent les rapports hommes/environnement. Elle ne peut évidemment rendre compte des mécanismes d'évolution plus précis, des différences régionales, temporelles, des inégalités de développement entre sociétés différentes. Il est connu par exemple que le développement des inégalités au sein des sociétés dites primitives est complexe. Baptiser « communisme primitif » des sociétés aussi différentes que l'économie des Bushmens ou des anciens empires du Mexique, c'est escamoter des différences essentielles ; c'est aussi schématique que de confondre des sociétés de classes distinctes sous la rubrique : « Sociétés où règne la propriété privée ».

— Sous les formes les plus simples, les « sociétés primitives » comportent déjà, avec la division sexuelle du travail, des statuts différents pour les hommes et pour les femmes ; hors des rapports de parenté, émergent déjà des rapports sociaux de type religieux. Ces caractéristiques sociales font d'ailleurs l'objet de recherches intéressantes du point de vue ethno-écologique... Mais d'une façon générale, **les communautés primitives** se procurent la nourriture nécessaire à leur subsistance par la chasse, la pêche et la cueillette. L'Humanité ne s'est affranchie ni de ses prédateurs, ni de ses consommateurs. Sa survie est **directement** fonction des ressources fournies par le niveau trophique inférieur, puisque les hommes n'ont aucun contrôle sur les ressources naturelles qui sont à la base de leur subsistance. C'est d'ailleurs cette pénurie collective qui explique que les structures sociales tendent à maintenir un maximum d'égalité à l'intérieur de ces communautés caractérisées par l'absence de classes (ce qui n'exclut pas des divisions comme celle entre sexes). Pendant toute cette période, la découverte technique la plus importante et la plus lourde de conséquences écologiques et sociales est la découverte du **feu**. Il est communément admis que déjà « au moustérien, certains groupes de paléanthropiens savaient sans doute non seulement alimenter un feu, mais se le procurer par leurs propres moyens » (18). Les chasseurs paléolithiques ont ainsi dégradé de vastes surfaces végétales et sensiblement appauvri la composition de la grande faune de vertébrés qui peuplait alors les diverses régions du globe. L'utilisation du feu, en permettant la cuisson des aliments, crée les conditions d'une évolution culturelle et sociale importante. Ces sociétés ne sont évidemment pas homogènes du point de vue de la culture matérielle, mais elles sont toutes marquées déjà par le développement d'une vie sociale intense dès l'âge de glace. « On a calculé que quelque trente heures par semaine de chasse et de cueillette suffisaient à leur (aux chasseurs du paléolithique) procurer une nourriture abondante et

(18) Velitchko et Fradkine, dans *Homme, Société et Environnement*, op. cité, p. 40.

variée » (19), ce qui permet déjà, précisément, le développement d'une vie culturelle importante.

La révolution néolithique (20) met fin à cette situation de pauvreté générale. Elle a des implications importantes au niveau des structures mentales dominantes ; elle approfondit rapidement le fossé entre la nature « biologique » de l'homme et son environnement... Parallèlement aux tribus de chasseurs et d'arboricoles, apparaissent des tribus qui commencent à pratiquer la culture de la terre et l'élevage. C'est bien d'une **révolution** qu'il s'agit, sur le double plan écologique et socio-économique. Au-delà de différences régionales dans la genèse et la diffusion de la culture et de l'élevage — agriculture sur brûlis des forêts tropicales et de la zone tempérée, agriculture irriguée des climats secs des savanes arides — c'est la première modification **systématique** des flux d'énergie dans les chaînes alimentaires ; elle permet à l'homme un certain contrôle de ses moyens de subsistance (21). Avec la constitution de **réserves alimentaires**, elle crée les conditions d'une **nouvelle division du travail**. Dès lors, l'inégalité de répartition du produit social commence à se combiner à une inégalité dans le contrôle des moyens de production. Cette évolution valide d'ailleurs la thèse de Marx selon laquelle l'apparition de l'inégalité sociale comme un moyen de protection des intérêts collectifs des communautés primitives est un facteur essentiel du progrès de ces dernières. Remarquons enfin que :

« Chaque fois que les facteurs naturels permettaient indifféremment à la tribu primitive de cultiver les graminées ou d'élever le bétail, les activités économiques promises au plus grand avenir furent toujours celles qui combinaient sous des formes variées l'une et l'autre de ces activités ». (22).

C'est l'existence d'un **surproduit social**, à côté du **produit nécessaire**, qui crée les conditions de l'apparition des **sociétés de classe pré-capitalistes** (23). La formation des classes sociales

(19) R. Dubos, *Les Dieux de l'Ecologie*, op. cité, p. 25. D'autres sources donnent des résultats du même ordre de grandeur : trois à quatre heures par jour de chasse et de cueillette, en moyenne, par individu, pour assurer la survie des communautés paléolithiques.

(20) La révolution néolithique renvoie, dans la terminologie de Marx, au passage de la terre utilisée comme *objet* de travail, à la terre utilisée comme *moyen* de travail.

(21) Au stade de l'économie de chasse et de cueillette, le rendement du travail humain est instantané — bien qu'une certaine énergie soit déjà investie dans la fabrication d'instruments, de pièges ; le cycle de reproduction de l'énergie humaine est court. Le cycle énergie-subsistance-énergie est quotidien. Avec la révolution néolithique, c'est-à-dire à partir du moment où l'agriculture devient un moyen de subsistance essentiel, le cycle de l'investissement et de la reproduction est de plus en plus profondément modulé avec une période annuelle. Apparaissent alors des conditions tout à fait nouvelles concernant la production et la reproduction des sociétés humaines, l'accumulation et la distribution des produits de l'activité humaine. Pour une analyse précise de cette évolution, on se reportera à Meillassoux : *Femmes, Greniers et capitaux*, op. cité (en particulier p. 82-96). Meillassoux, en quantifiant les échanges énergétiques, introduit dans l'analyse économique les méthodes les plus prometteuses de l'écologie contemporaine.

(22) Velitchko, Fradkine, dans *Homme, société et environnement*, op. cité, p. 48. Ce qui est en jeu ici, c'est la stabilité des écosystèmes, croissante avec leur complexité (voir infra).

(23) Sur le problème du développement économique des sociétés antiques, lire l'ouvrage de référence de Finley : *L'économie antique*, op. cité.

résulte d'un double processus : amélioration de la productivité du travail, essentiellement agricole, et lutte pour l'appropriation du surproduit par une partie de la société. Parmi les questions essentielles concernant l'évolution de ces sociétés dominées par l'agriculture et leur interaction avec l'environnement, figurent :

— l'histoire des systèmes d'irrigation (le problème de l'eau) et de leur déclin (Mésopotamie, Egypte, bassin de l'Indus) ;

— la désertification de régions entières due à une exploitation du milieu naturel écologiquement non dominée, une déforestation massive et une destruction systématique de certaines communautés végétales naturelles.

Le développement des villes antiques et médiévales joue un rôle particulier dans l'évolution de ces sociétés et des interconnections société/nature. Il procède d'un approfondissement et d'une extension de la division sociale du travail (commerce...). Du point de vue écologique, la ville affaiblit la connection homme/aliments, elle confère par contre une importance particulière aux connections hommes/eau — voir par exemple l'importance du transport de l'eau dans le développement de la civilisation romaine — ; en même temps qu'elle accentue la dépendance de l'homme-citadin par rapport aux décomposeurs (problèmes sanitaires, multiplication des épidémies), elle devient un incomparable foyer d'évolution technique, sociale et culturelle, donc de l'approfondissement des rapports hommes/nature, des processus naturels/culturels.

Malgré certaines catastrophes écologiques, malgré le développement de cités importantes — notamment dans l'Antiquité —, de grands systèmes d'irrigation — comparables aux nôtres par la taille —, les territoires fortement et irréversiblement marqués par l'intervention humaine restent assez peu étendus jusqu'à la Renaissance.

Un saut qualitatif sans précédent : l'émergence du capitalisme

« On verra sur la terre des créatures qui s'entre-tueront sans cesse. Leur méchanceté n'aura point de limite ; leur violence détruira les grandes forêts du globe ; et même après s'être rassasiées, elles ne cesseront point pour cela leur désir de répandre le carnage, les tribulations et l'exil parmi toutes les créatures. Il ne restera rien, sur terre ou sous les eaux, qui ne sera pourchassé et exterminé, et ce qui est dans un pays déporté dans l'autre. »

Léonard de VINCI.

Chronologiquement, l'histoire du mode de production capitaliste est assez brève : trois ou quatre siècles de maturation au sein de la société féodale, deux siècles d'essor à l'échelle mondiale. Néanmoins, sous l'angle des relations hommes/nature, ces siècles pèsent sans doute plus lourd que les dizaines de milliers

d'années qui les ont précédés. C'est que « dans l'histoire des modes de production, aucune classe n'a exploité, n'a détruit le cadre de vie de la majorité de l'humanité aussi brutalement que la bourgeoisie » (24). Jusqu'au XVIII^e siècle, l'impact de l'homme sur la nature est resté fondamentalement identique dans son essence. Dans aucune des sociétés pré-capitalistes n'ont été introduites de modifications irréversibles aussi importantes dans les cycles de la matière et de l'énergie dans la biosphère. Jusqu'au début du XIX^e siècle, l'écosystème humain était surtout fondé sur l'exploitation de l'espace rural, avec un artisanat employant (surtout) des matériaux d'origine végétale, donc bio-dégradables (25). En termes écologiques, l'apparition du capitalisme fait apparaître trois sources de perturbations majeures :

— la diversité des biocénoses (26) qui peuplent les milieux exploités par l'homme se réduit considérablement ;

— le cycle de la matière, et donc les cycles bio-géo-chimiques, sont rompus ;

— le flux d'énergie qui traverse l'écosphère est modifié ; la production alimentaire est elle-même impliquée dans ces déséquilibres énergétiques.

Dans l'évolution des interactions processus naturels/processus sociaux, une place importante revient à l'unification du marché mondial, marquée par une forte inégalité de développement entre pays et entre régions, l'aggravation des différenciations ville/campagne, l'exploitation forcenée des ressources naturelles, notamment énergétiques et agricoles, dans les régions dominées par le colonialisme.

La nouvelle division internationale du travail qui s'affirme au XIX^e siècle correspond à une exploitation **extensive** de l'espace. Historiquement, expansion coloniale et exploitation sauvage des ressources naturelles sont étroitement combinées. Tout au long de la période d'accumulation primitive du capital, deux sources importantes d'extraction de la plus-value apparaissent : surtravail des producteurs salariés, pillage systématique des peuples colonisés avec lesquels le monde occidental entre en contact. Aujourd'hui, le commerce mondial, forme civilisée du pillage néo-colonial, contribue toujours à de massifs transferts de richesses. Les surprofits coloniaux sont l'aspect le plus connu des transferts ; mais

(24) K. Marx, *Lettre à Engels*, du 25 mars 1868.

(25) Plus précisément, les déchets produits par l'industrie actuelle ne sont pas toujours dégradés, minéralisés par les décomposeurs. C'est le cas par exemple de la plupart des emballages de plastique qu'on retrouve un peu partout. Les déchets proviennent de matériaux de synthèse produits par des réactions dont la température est supérieure aux températures régnant à la surface de la terre. Les êtres vivants qui ont évolué dans un écosystème aux caractéristiques précises n'ont pas développé de mécanismes d'élimination de ces déchets ou de protection contre eux. L'action des *nic* organismes des eaux et des sols est ainsi inhibée par la contamination de polluants toxiques... Par exemple, l'azote inorganique des engrais chimiques inhibe les microorganismes décomposeurs, provoque leur régression ou leur mutation, et perturbe ainsi le cycle de l'azote.

(26) *Biocénose* : Ensemble des êtres vivants qui peuplent un même *biotope*. L'écosystème est constitué du biotope (milieu physico-chimique) et de la biocénose.

d'autres mécanismes cachés sont éclairés par l'analyse écologique. La production des pays coloniaux ou néo-coloniaux est essentiellement une production de matières premières agricoles ou minérales ; elle n'est développée que pour jouer le rôle de complément de l'économie des pays avancés. On connaît les conséquences : monoproduction (le cuivre du Chili, le pétrole de certains pays arabes) ou monoculture (sucre à Cuba, coton en Egypte, etc.).

Cette situation est aussi catastrophique pour les écosystèmes que pour les populations humaines. Revenons sur l'exemple de l'agriculture. La **stabilité** des écosystèmes dépend de leur **complexité**. Un écosystème donné est d'autant plus stable que la diversité de la biocénose, l'hétérogénéité des populations animales et végétales offrent aux flux d'énergie des voies de substitutions possibles en cas de disparition de quelques espèces. Tous les systèmes agricoles sont des écosystèmes simplifiés : et cette loi de l'homéostasie croissante des écosystèmes a des implications sociales et économiques évidentes, surtout quand elle concerne de vastes territoires : la spécialisation économique d'un pays par la monoculture, le plus souvent aux dépens de cultures vivrières locales, entraîne une fragilité particulière au niveau écologique bien sûr, mais aussi de véritables catastrophes sociales quand une perturbation frappe cette activité spécifique. Parmi les plus connus, rappelons l'exemple du Sahel (27), qui vient de connaître une famine extrêmement grave. Lorsque les populations locales, nomades ou sédentaires, avaient déjà connu par le passé la sécheresse, elles avaient alors les moyens techniques et sociaux pour y faire face. C'est la dépendance coloniale et l'exploitation capitaliste qui ont opéré des transformations irréversibles, en détruisant ces moyens ou en les rendant inopérants. L'analyse des mécanismes en jeu est essentielle pour récuser les idéologies dominantes qui incriminent une soi-disant « fatalité naturelle » ou invoquent des arguments racistes à l'encontre des peuples qui souffrent aujourd'hui de ces désastres écologiques et sociaux.

Des transferts de richesse qui n'apparaissent pas dans la comptabilité monétaire et qui sont particulièrement scandaleux sont liés au niveau trophique d'utilisation de la matière vivante par les hommes. Mais il faut bien reconnaître que des agronomes tels que R. Dumont, qui ont posé ce problème, ont prêché pendant bien longtemps dans le désert. De quoi s'agit-il ? Le rendement des chaînes trophiques est bas et la production alimentaire obtenue est d'autant plus faible que l'on utilise la matière vivante à un niveau trophique élevé. Par exemple, si le rendement végétaux/herbivores est de dix pour cent, pour la production d'une biomasse d'herbivores donnée, il faut dix fois plus de surface que pour la même biomasse de végétaux. C'est d'ailleurs pour cette raison que la production de protéines par élevage d'herbivores est un

(27) Sur ce point, il existe deux ouvrages déjà très complets en langue française : *Sécheresse et famines au Sahel* et *Qui se nourrit de la famine au Sahel ?*, op. cités.

luxue pour les pays où les terres cultivables sont rares (Egypte, Asie du Sud-Est...). Ce mécanisme permet des transferts qui aggravent aujourd'hui encore les déséquilibres mondiaux en matière d'alimentation ; deux exemples :

— Les Européens et Nord-Américains s'approprient à eux seuls près de la moitié du poisson pêché dans le monde. L'essentiel de cette pêche est utilisé pour l'alimentation de leur bétail ; pendant ce temps, les habitants de certains pays producteurs d'Amérique latine (le Pérou notamment), manquent actuellement de protéines.

— Pendant la période coloniale, la France importe du Sénégal des quantités importantes d'arachides. Traitées dans les huileries de la Métropole, elles fournissent huiles de table et tourteaux riches en protéines et en sels minéraux, prélevés sur des sols tropicaux déjà pauvres en phosphate, potasse et oligo-éléments. « Les prélèvements abusifs appauvrissent donc les terrains des pauvres et enrichissent ceux des pays riches », écrit très justement R. Dumont, car les habitants de ces derniers donnent ces tourteaux à leur bétail, qui les restitue à leur terroir sous forme de fumure.

D'une façon générale, l'extension des terroirs réservés aux cultures commerciales, entraîne une diminution des terres disponibles pour nourrir la population, une baisse de la fertilité des sols par destruction de leur structure organique, un accroissement des sols mis à nu, une diminution de leur capacité de rétention de l'eau (Ramade, Duvignaud). Là où ils existaient, les fragiles équilibres écologiques sont rompus et « un processus cumulatif de détérioration des ressources en sol, eau, forces productives (exode rural) s'instaure » (28).

On pourrait multiplier les exemples ; tous montrent que des sociétés dites primitives ont vécu au sein d'écosystèmes dont elles ont su, le plus souvent, respecter les équilibres fondamentaux, et que, par rapport à ces sociétés, pendant toute la période d'expansion coloniale, l'impérialisme a joué un double rôle écocide/ethnocide (29).

Cette situation de dépendance se prolonge aujourd'hui sous des formes différentes. Et la politique d'ethnocide/écocide se poursuit avec la même barbarie. Certains experts impérialistes font de nouveaux projets. Pour pallier les inconvénients d'une industrie trop développée sur leur territoire d'origine, certaines firmes multinationales commencent à infléchir leur politique d'im-

(28) Bergeret et Passaris, *Nourrir en harmonie avec l'environnement*, op. cité.

(29) Tout un courant de l'anthropologie contemporaine souligne ce rôle ethnocide, et s'interroge sur le statut même de l'anthropologie (voir *Anthropologie et Impérialisme*, op. cité, publié sous la direction de J. Copans).

En France, Clastres (*L'Etat contre la Société*, op. cité), tente une critique de l'ethnocentrisme à partir d'une hypothèse ethnocentrique : les « sauvages » ont inventé des moyens de se défendre contre une prémonition de l'Etat. Jaulin, de son côté, (*La Paix Blanche*, op. cité), a écrit un ouvrage militant et intéressant contre l'ethnocide, mais il a tendance à réduire l'impérialisme à une tare culturelle des « blancs ». Meillassoux (*Femmes, greniers et capitaux*, op. cité), nous semble, là encore, traiter correctement le problème, en partant de l'analyse des destructions des possibilités locales de la reproduction de la force de travail par le mode de production capitaliste.

plantation industrielle, en installant des usines de transformation polluantes sur les territoires néo-coloniaux. Ainsi, M. Bosquet cite un rapport préparé par la Rand Corporation :

« Avant la fin du siècle, prévoit ce rapport, les Etats-Unis feront fabriquer à l'étranger la totalité de leurs produits manufacturés et n'auront plus sur leur territoire que des industries scientifiques et tertiaires. Les Américains, selon cette prévision, deviendront un peuple d'employés de banques, de technologues et de militaires, occupés essentiellement à protéger et à faire fructifier les milliards prélevés sur le travail des autres peuples... à condition, bien sûr, qu'ils ne trouvent sur leur chemin ni un nouveau Vietnam, ni une fédération d'Etats qui se révoltent contre l'hégémonie américaine. » (30).

Pouvoir exploiter les richesses naturelles et la force de travail au plus bas prix, exporter en même temps la pollution, voilà bien le prolongement de l'ancienne politique avec de nouveaux objectifs ; voilà le projet de civilisation mondiale que nous proposent les experts de Messieurs Nixon et Ford !

Un nouvel aménagement de l'espace

« ... Rien ne semble plus naturel que de commencer par la rente foncière, la propriété foncière, puisqu'elle est reliée à la terre, source de toute production et de toute richesse, ainsi qu'à la première forme de production de toutes les sociétés plus ou moins stabilisées : l'agriculture. Mais rien ne serait plus faux. Dans toutes les formes de sociétés, ce sont les conditions déterminées d'une production qui assignent à toutes les autres leur rang et leur importance. C'est là un éclairage général, où baignent toutes les couleurs, ce qui leur donne leur singularité. »

Karl MARX.

*(Introduction générale
à la Critique de l'Économie Politique)*

Avec l'émergence du mode de production capitaliste, plusieurs phénomènes caractérisent l'évolution des rapports homme/environnement : la séparation accélérée des producteurs de leurs moyens de production et d'existence ; la transformation de la force de travail en marchandise ; les conditions d'exploitation des producteurs et les modalités d'utilisation de l'espace se modifient rapidement : croissance rapide de concentrations urbaines, nouvelles fonctions assignées aux zones rurales, qui créent littéralement un nouveau métabolisme social, et bien sûr de nouveaux rapports des hommes à la nature.

(30) M. Bosquet, *Ecologie et Politique*, op. cité, p. 64 et 65. Sur ce point, voir aussi l'étude de Céron et autres, *Environnement et division internationale du travail*, op. cité.

A partir du XIX^e siècle, l'émancipation de la localisation des sources d'énergie permet la croissance de la grande industrie et de la propriété capitaliste avec découpage progressif des activités en ensembles fonctionnels. Cette période correspond à un **nouvel essor de la ville**. Historiquement, le développement de la grande industrie « refoule à l'arrière-plan toutes les classes léguées par le Moyen-Age » (31), crée les conditions d'un surtravail plus important, en abaissant la valeur de la force de travail. Cet essor de la grande industrie accélère la division ville/campagne « qui a condamné la population rurale à des milliers d'années d'abâtissement et les citadins chacun à l'asservissement de son métier individuel » (32). L'ouvrier est désormais un simple appendice de la machine. Dans le même temps, la société modifie le cadre de vie de tous ceux qu'elle arrache à la terre ; elle parque des centaines de milliers de nouveaux prolétaires dans les cités qui se développent autour des usines naissantes. L'industrie, d'abord implantée près des sources d'énergie, est, à partir du XIX^e siècle, en mesure de se libérer de cette localisation contraignante. Elle peut soit réintégrer la ville (Engels), soit créer de nouvelles villes industrielles. Dans les deux cas, le processus d'agglomération est favorisé : l'inhumanité de l'environnement du cadre de vie des prolétaires découle d'un système de production dans lequel « l'économie des moyens collectifs de travail... devient, dans les mains du capital, un système de vol commis sur les **conditions vitales** de l'ouvrier pendant son travail, sur l'espace, l'air, la lumière et les mesures de protection personnelle contre les circonstances insalubres et dangereuses du système de production » (33). Le moteur de l'utilisation de l'eau, de l'air, du sol, de la destruction de la faune et de la flore, c'est l'apparition du surprofit. Que cette utilisation se fasse aux dépens d'autres capitalistes, de la population vivante dans son ensemble ou des générations à venir, le capitalisme n'en a cure. « Après moi le déluge ! telle est la devise de tout capitaliste. » (34). D'ailleurs, cette nécessité d'utiliser toujours plus d'espace, de trouver de l'eau pure pour le fonctionnement des machines à vapeur, explique le type particulier de développement des concentrations urbaines ouvrières au XIX^e : soit directement autour du lieu d'exploitation des ressources naturelles (corons autour des usines, dans le nord de la France), soit autour du centre historique d'une ville qui reste occupé par la bourgeoisie :

« ...La ville de fabrique transforme toute eau en purin puant. Bien que la concentration urbaine soit une condition fondamentale à la production capitaliste, chaque capitaliste pris à part tend donc toujours à quitter les grandes villes que cette concentration a de toute nécessité engendrées. » (35). Et Engels poursuit

(31) Marx-Engels, *Le Manifeste*, op. cité.

(32) Engels, *L'Anti-Dühring*, op. cité, p. 331.

(33) K. Marx, *Le Capital*, op. cité, Livre I, tome 2, p. 102.

(34) K. Marx, *Le Capital*, op. cité, Livre I, tome 1, p. 264.

(35) Engels, *Anti-Dühring*, op. cité, p. 335.

en évoquant l'exemple du Yorkshire et du Lancashire en Angleterre. A cette époque déjà, la caractéristique principale de la cité capitaliste est dans les contrastes entre quartiers (beaux quartiers et banlieues ouvrières), la polarisation sociale, directement liés au caractère privé de la propriété du sol. Les conditions d'existence des prolétaires sont dramatiques (pollution, bruit) et favorisent les ravages des épidémies (dix-huit mille morts du choléra en trois mois à Paris en 1832). Elles sont décrites par des romanciers comme Zola et analysées théoriquement par Engels. La bourgeoisie, elle, découvre les nouvelles possibilités de profit que lui permet la spéculation immobilière. Néanmoins, la difficulté des transports limite encore la croissance des plus grandes villes. Avec la création des omnibus, des tramways, puis du métro, il n'existe plus aucune entrave au développement de la ville capitaliste.

Au XX^e siècle, le développement systématiquement encouragé de l'automobile comme moyen de transport, conjugué à l'habitat concentrationnaire des banlieues, rend certaines des contradictions de la conurbation capitaliste absolument insolubles. Les problèmes de pollution — dont la circulation automobile est la première responsable — représentent un coût de plus en plus difficile à supporter par la société capitaliste elle-même : la séparation de l'activité humaine en trois postes principaux de plus en plus étanches (travail, repos, détente), multiplie les déplacements, accroît la fatigue et la durée de la journée de travail, renforce l'isolement de l'individu-citoyen face à un Etat bourgeois omni-présent, notamment par le quadrillage policier permanent qui caractérise les grandes villes d'Europe occidentale. Les grandes fuites du week-end ou du solstice d'été — pour ceux qui en ont les moyens ! — montrent l'incapacité de ces grandes villes à fournir un cadre de vie culturel et social satisfaisant à la grande masse de leurs habitants. Notons enfin que l'insistance mise sur les aberrations du développement de métropoles géantes ne doit pas faire oublier le caractère contradictoire de ce développement ; en effet, « la concentration de la population accélère l'évolution des ouvriers... les grandes villes sont le foyer du mouvement révolutionnaire, c'est là que les ouvriers ont commencé à réfléchir sur leur situation et à la combattre. C'est là que l'opposition entre le prolétariat et la bourgeoisie leur est apparue pour la première fois, c'est de là que sont partis les coalitions ouvrières, le charisme et le socialisme » (36).

Danger bien perçu par les classes dominantes qui ont peur de l'émeute ouvrière, et qui, pour s'en défendre, créent un urbanisme policier (Hausmann) et déportent la classe ouvrière vers des banlieues de plus en plus lointaines (37).

(36) Engels, *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, op. cité, p. 211.

(37) Lire sur ce point le beau livre de M. Ragon (*L'Homme et les villes*, op. cité) notamment p. 218 et suivantes.

L'espace rural, voué à la production alimentaire, ne reste pas en dehors de cette évolution. Comme réalité écologique, l'espace rural comporte par définition une part plus ou moins grande d'éléments naturels ; mais ces composants naturels sont « une réalité dominante et dominée, acceptée et combattue de l'intérieur d'une organisation sociale, économique et culturelle donnée ». Encore une fois, en évoquant la campagne, nous devons nous garder d'une vision idyllique du passé des rapports hommes/nature. L'histoire abonde de ces dégâts irréversibles dus à une intervention humaine incapable de maintenir la productivité des écosystèmes conquis : la désertification du pourtour méditerranéen est l'exemple le plus fameux. Marx, à la suite de l'agronome Carl Nikolaus Fraas, rappelle dans une lettre à Engels que la culture du sol, « dès lors qu'elle progresse naturellement sans être dominée consciemment... laisse des déserts derrière elle » (38), en citant comme exemple la Mésopotamie, où furent domestiqués il y a plusieurs millénaires, certaines céréales et des animaux qui font encore partie de notre univers familier.

On connaît les effets désastreux d'une certaine conception de « l'industrialisation » de l'agriculture :

— mécanisation justifiant des remembrements souvent hâtifs qui détruisent d'anciens équilibres écologiques (effets de la destruction du bocage de régions comme la Bretagne) (39) ;

— chimisation et surfertilisation, qui entraînent des destructions du sol, et dont certains effets sont dangereux à long terme, à cause des phénomènes de concentration le long des chaînes alimentaires ; baisse des rendements énergétiques préoccupante ;

— fragilisation liée à une ultra-simplification des écosystèmes (diminution du pool génétique).

Ces dernières remarques sont d'ailleurs valables pour l'élevage industriel des animaux (volailles en batterie, porcheries industrielles automatisées), sans parler des traitements hormonaux et antibiotiques administrés à ces animaux pour accélérer leur croissance, augmentant leur poids et surtout la rétention d'eau dans leurs tissus. Ces méthodes conduisent à une spécialisation outrancière des populations animales, qui s'accompagne d'un appauvrissement génétique dangereux. L'ensemble de ces effets est bien décrit dans la littérature spécialisée et même dans des documents plus ou moins officiels (40). Mais on ne peut s'en tenir à ces remarques, comme font trop souvent les écologistes. En reproduisant l'image d'une division ville/campagne telle que la diffuse l'idéologie dominante, une analyse écologique super-

(38) Lettre de Marx à Engels du 25 mars 1868, dans *Lettres sur les sciences de la nature*, op. cité, p. 62.

(39) Il existe sur ce point une littérature abondante. L'article de Chemin : *Bocage ou remembrement : un équilibre difficile*, op. cité, présente une bonne synthèse des problèmes posés.

(40) Voir Aubert : *L'agriculture biologique*, op. cité, et le document : *Conséquences écologiques de l'application des techniques modernes de production en agriculture*, op. cité.

ficielle ne peut suffire à expliquer la situation actuelle des agrosystèmes. C'est seulement par rapport à l'ensemble du mode de production capitaliste qu'on peut comprendre le fonctionnement actuel de la « campagne ». Depuis ses origines, le système capitaliste a toujours recherché des approvisionnements au plus bas coût possible : c'est une condition de l'accumulation du capital. Cette contrainte générale rend compte, au-delà de modalités variables dans l'espace et le temps, des réajustements successifs des différentes politiques agricoles mises en place par tel ou tel gouvernement bourgeois (41). Les effets de l'extension du mode de production capitaliste peuvent apparaître incompréhensibles s'ils sont observés à l'échelle d'une seule région ou d'un seul pays ; car ces effets sont liés à l'évolution des rapports de forces économiques et politiques à l'échelle mondiale autant qu'à des contraintes écologiques locales telles que climats, qualité des sols... C'est donc des mécanismes d'accumulation du capital et de l'évolution de la structure de la propriété foncière qu'il faut partir. De nombreux exemples le montrent : celui de l'Angleterre victorienne, qui trouve avantageux pour le développement de son capital industriel de liquider sa propre agriculture de fermiers capitalistes, aux techniques très modernes, au profit d'un approvisionnement de type impérialiste ; celui des Etats-Unis, qui combinent le pillage colonial à la conquête des terres « gratuites » de l'Ouest (agriculture extensive) ; celui de la France, où l'industrialisation et la pénétration du capital sont lentes, car, dans un certain nombre de secteurs alimentaires, les paysans individuels sont en mesure d'assurer un approvisionnement à des coûts suffisamment bas.

D'une façon générale, le remplacement de la « productivité biologique » par la « productivité industrielle » correspond à un nouveau mode de transfert de la rente foncière au profit des secteurs dominants du capital (industrie chimique, trusts de l'alimentation). Ce mécanisme permet d'accroître au maximum la consommation de produits industriels par l'agriculture, donc l'extension de la sphère du capital. « Au transfert de technologies de l'industrie à l'agriculture correspond un transfert de revenu en sens inverse, sans que la majorité des agriculteurs, à l'exception des grandes exploitations, parvienne à maîtriser aucun des processus ; à l'exploitation de l'homme correspond l'exploitation de la nature ; aux atteintes à l'environnement correspond la dégradation de la qualité des produits. » (42).

Les économistes néo-classiques ne voient dans la crise actuelle de l'agriculture qu'un classique « désajustement » des offres aux demandes ; ils considèrent la production agricole

(41) Le dossier paru dans le *Monde Diplomatique* d'octobre 1975, qui adopte ce principe d'analyse, montre que les mécanismes de l'économie capitaliste assignent à la production agricole la fonction de nourrir au plus bas prix la force de travail. Meillassoux (op. cité), explique de la même façon la conservation intégrale ou partielle d'une agriculture de subsistance traditionnelle dans les pays néocoloniaux.

(42) J. Dessau, dans l'introduction de *L'Agriculture biologique en France : Ecologie ou mythologie*, op. cité, p. 10.

comme un secteur de l'économie produisant, suivant des normes industrielles, les quantités de biens alimentaires nécessaires à la satisfaction des besoins solvables des consommateurs ; cette conception a largement inspiré les politiques agricoles productivistes (en Europe occidentale par exemple), depuis la Seconde Guerre mondiale. Ce sont ces politiques qui préconisent l'allocation de ressources toujours croissantes (engrais, énergie, tracteurs) pour relancer la production agricole, qui ont entraîné bien des désastres, justement désavoués par les écologistes et les secteurs radicalisés de la paysannerie.

Le bouleversement du mode de vie

« La condition première de toute histoire humaine est naturellement l'existence d'êtres humains vivants... Eux-mêmes (les hommes) commencent à se distinguer des animaux dès qu'ils commencent à produire leurs moyens d'existence... En produisant leurs moyens d'existence, les hommes produisent indirectement leur vie matérielle elle-même. La façon dont les hommes produisent leurs moyens d'existence dépend d'abord de la nature des moyens d'existence déjà produits et qu'il leur faut reproduire. Il ne faut pas considérer le mode de production de ce seul point de vue, à savoir qu'il est la reproduction de l'existence physique des individus. Il représente déjà un mode déterminé de l'activité de ces individus, une façon déterminée de manifester leur vie, un **mode de vie déterminé.** »

K. MARX (43).

L'émergence du capitalisme comme mode de production dominant influe sur le cadre de vie, mais aussi très rapidement sur le mode de vie de l'ensemble des classes sociales. Bien que la frontière entre cadre de vie et mode de vie soit assez floue, la distinction permet de rendre assez bien compte d'une situation qui s'est accélérée depuis la Seconde Guerre mondiale.

Si on prend par exemple la seule question du logement, on voit que, déjà au XIX^e siècle, la conception des groupes de « logements sociaux » reflète l'idéologie des classes dominantes et leur façon d'envisager pour les autres la vie et la mort, le malheur et le bonheur... (44). Mais dans un pays comme la France, jusqu'au premier tiers du XX^e siècle, le mode de production capitaliste marque plutôt le cadre de vie des travailleurs. Jusqu'aux années 40, et pour l'immense majorité de la population, on constate un retard de l'évolution des formes de vie sociale, encore largement imprégnées par des survivances des modes de production antérieurs, par rapport à des formes de production de plus en plus dominées par le capital. Hors de son usine, l'ouvrier retrouve un

(43) K. Marx, *L'Idéologie allemande*, op. cité.

(44) Chombart de Lauwe, *La culture et le pouvoir*, op. cité.

univers qui n'est pas encore massivement investi par le grand capital financier et industriel. « Une fois que l'ouvrier a subi l'exploitation du fabricant et qu'on lui a compté son salaire, il devient la proie d'autres membres de la bourgeoisie : propriétaire, boutiquier, usurier. » (45). L'image d'une France rurale, qui persiste dans les manuels scolaires, correspond à la réalité de survivances du passé qui dominent encore largement le mode de vie.

Or, c'est aujourd'hui le mode de vie dans son ensemble qui est bouleversé ; c'est le mode de vie dans son ensemble qui tend à être médiatisé par les lois du marché capitaliste, permettant ainsi une relance de l'accumulation capitaliste. En d'autres termes, l'ensemble des relations que les hommes nouent entre eux hors de l'entreprise (loisirs, sports, activités culturelles...), ou avec leur environnement matériel (air, soleil, espace...), est marqué par l'idéologie dominante et doit être l'objet d'un **marché profitable** (c'est-à-dire un marché qui fasse apparaître un profit), doit passer par l'acquisition de marchandises. Le mode de production capitaliste, qui « s'annonce d'abord comme une immense accumulation de marchandises » investit l'ensemble de la vie de toutes les classes sociales ; c'est désormais la marchandise qui tend à déterminer le nouveau mode de vie dans « la société de consommation bureaucratiquement dirigée » suivant l'expression de Henri Lefebvre. C'est un des traits distinctifs du capitalisme dans sa phase actuelle : il s'affirme comme « le principe régulateur de toutes les activités humaines » (46).

Alors que dans une période antérieure — en gros jusqu'aux années 40, pour un pays comme la France —, l'ensemble des moyens d'existence — au sens le plus large possible — provient surtout du secteur de la petite production marchande, c'est aujourd'hui essentiellement du secteur dominé par le capital que proviennent ces moyens d'existence. Désormais, le capitalisme achève d'étendre le mode de production au mode de reproduction (notamment reproduction élargie de la force de travail) de la société dans son ensemble. Ce phénomène, pressenti par Marx, est d'une portée considérable ; c'est un processus contradictoire, car il implique la remise en cause ou l'évolution du fonctionnement d'institutions héritées de modes de production antérieurs ; cette évolution crée un espace nouveau, de nouvelles brèches dans lesquelles peuvent s'engouffrer les aspirations de certaines couches de travailleurs ou de couches sociales particulières directement impliquées dans le procès de reproduction de la force de travail (jeunesse scolarisée, femmes, enseignants...). Se contenter de caractériser ces luttes comme marginales, sous prétexte qu'elles se déroulent hors de la sphère de la production, c'est entériner la séparation production/consommation, telle que la donne à voir l'idéologie dominante ; c'est ne pas saisir une des fonctions essentielles de l'Etat bourgeois, qui contribue à sa façon à la destruction de toutes les

(45) Marx-Engels, *Le Manifeste*, op. cité.

(46) A. Granou, *Capitalisme et mode de vie*, op. cité.

structures communautaires du passé (villageoise, régionale), pour y substituer des individus atomisés et impuissants : les citoyens.

Dire que le mode de production capitaliste investit l'ensemble du mode de vie implique l'analyse des rapports consommation/production, bien sûr, mais aussi des rapports dialectiques entre les nouveaux rapports sociaux et les nouvelles façons de penser la société ; du rôle des images que les sociétés et les classes sociales ont et donnent d'elles-mêmes ; du rôle des symboles et des représentations mythiques dans l'ensemble de la société. Car mythes et utopies d'un côté, critique révolutionnaire de l'autre, peuvent jouer et jouent un rôle très important dans la stabilisation ou le changement social. Plusieurs dangers sont à éviter dans cette analyse :

— Privilégier l'aspect symbolique des relations sociales, des rapports sociaux. Cette erreur est celle de Baudrillard (47), qui met l'accent de façon unilatérale sur l'aspect symbolique de la marchandise et de la production/consommation marchande (« la production du signe »), au point d'en faire le déterminant fondamental, ultime, de toute l'organisation sociale actuelle : cette démarche renverse les termes de la critique marxiste de l'économie politique bourgeoise ; elle la tire du côté d'un idéalisme qui ne dit pas son nom. Dans une direction un peu différente, les économistes new-look de la social-démocratie, Attali et Guillaume (48), font une critique pertinente de l'utilisation de la notion de besoin par les classes dominantes ; mais ils partent du besoin comme désir, et même désir de dominance, reprenant ainsi une erreur fréquente de la psychologie sociale.

— Réintroduire par la bande de nouveaux mythes, comme celui de la science, du progrès scientifique. C'est le cas du néo-positivisme scientiste, qui infecte le réformisme stalinien, et qui hypostasie la science au point d'en faire le nouveau credo de la libération de l'homme (49).

(47) J. Baudrillard, *Pour une critique de l'Economie Politique du signe*, op. cité.

(48) Se référer à l'ensemble des ouvrages de ces deux auteurs, et en particulier à *l'Anti-Economique*, op. cité.

(49) Lire sur ce point l'ouvrage de Metzger, au titre significatif : *Pour la Science*, op. cité. L'intention de Metzger est louable : il s'attaque à l'idéologie obscurantiste qui voit dans la science la cause principale des maux de la civilisation occidentale, et au courant théorique qui, visant le scientisme, tire sur la science, précisément réduite au scientisme. Mais Metzger lui-même recourt à l'idéologie scientiste — bien qu'il la récuse — lorsqu'il affirme que le marxisme est « indissolublement lié à la science qui se fait, s'efforce de faire pénétrer la démarche scientifique en toutes choses » pour introduire finalement la confusion totale avec le concept d'« idéologie scientifique ». Ce simplisme scientiste marque toutes les analyses produites par le P.C.F. concernant les problèmes de l'environnement, et par exemple les analyses de Biolat (*Marxisme et Environnement*, op. cité). Les articles de Legay (op. cité), parus dans *l'Humanité*, ainsi que la plaquette *Les outils et les hommes* (op. cité), diffusée à l'occasion de la Fête de l'Humanité. Sur l'ensemble de ces problèmes, la critique de Habermas (op. cité) nous semble bien cerner les difficultés essentielles.

Modèles du monde et prophéties écologiques

Père Ubu : Ah ! Mon Dieu ! C'est au moins l'heure du jugement dernier.

La Conscience (sortant de la table de nuit) :

Pas exactement, Père Ubu : ce n'est que le siècle qui sonne ! (...)

Père Ubu, vous êtes-vous préparé à ce que vous avez coutume de faire en changeant de siècle ?

Père Ubu : Changer de chemise en même temps ? Mais cela fait bien souvent.

La Conscience : Je ne parle pas du blanchissage du linge de votre gidouille, Père Ubu ; il est temps de faire votre examen de conscience ; vous êtes aussi responsable de tout, et c'est pourquoi le monde va si de travers !

Père Ubu : Va si bien, Monsieur, voulez-vous dire ; car si nous régissons le monde à l'envers, c'est comme un fleuve que nous faisons remonter à sa source, c'est afin qu'il s'éloigne de sa fin. »

A. JARRY

(*Confession d'un enfant du siècle*)

Il est un domaine de la pensée mythique contemporaine qui mérite ici une attention particulière, c'est celui de la vision du futur ; vision du futur dans les théories des limites (rapport du M.I.T. par exemple) (50), d'inspiration ouvertement bourgeoise et technocratique ; vision du futur dans les mouvements écologiques dont l'horizon théorique se réduit souvent au mot d'ordre : « Retour à la Nature ! »

Pour une critique détaillée des **limites des théories des limites**, nous renvoyons à l'article « Ecologie : socialisme ou barbarie » (51). Les critiques essentielles portent sur la méthode :

— agrégation de sous-ensembles socio-économiques totalement hétérogènes ;

— absence de toute rétroaction en matière technologique, sociale et politique, alors que les systèmes sociaux que ces modèles prétendent traiter sont des **systèmes ouverts**.

Ces modèles reposent implicitement et d'abord sur la thèse d'un statu-quo inchangé à l'échelle mondiale. La problématique de l'environnement est traitée comme une problématique mondiale ou régionale : l'accroissement démographique y apparaît comme le facteur premier de la crise actuelle. A travers l'idéologie interclassiste du « Nous sommes tous embarqués dans la même galère », est masquée la question essentielle : les différences et les antagonismes de classe entre oppresseurs et opprimés, entre exploités et exploités. L'hypothèse de base est la suivante : le système économique, social, politique actuel reste le

(50) Se référer à l'ensemble des publications du Club de Rome (op. cités).

(51) Dans la revue *Quatrième Internationale*, n° 15, juin 1974, p. 25 - 30.

système dominant. Supprimez cette hypothèse, et les modèles du monde s'effondrent !

Pour ces raisons, on peut penser que des catastrophes inférées d'une rupture généralisée de l'écosystème ou d'un ensemble de ruptures localisées mettant en cause la survie de l'espèce humaine, ne sont en aucun cas solidement étayées. En tout état de cause, au cas où elles ne pourraient être définitivement écartées — ce que nous pensons —, les dynamismes politiques et sociaux à l'origine de cette menace ne sont en aucun cas analysés par les différents modèles du monde.

Nous allons aborder maintenant, de façon plus circonstanciée, l'analyse des **prophéties écologiques**, qui relèvent de l'élaboration plus ou moins spontanée de groupes sociaux qui contestent l'évolution actuelle de l'environnement. S'en tenir à l'affirmation générale que « l'homme fait partie de l'écosphère » est une trivialité qui peut faire l'unanimité. Sur ce type de contestations, se greffent des discours politiques qui imprègnent idéologiquement tout le débat actuel sur l'écologie ; on trouve au cœur de la problématique de la plupart des mouvements écologiques la démarche suivante : l'homme, partie de l'écosystème, doit régler son comportement, son mode de vie, sur l'intérêt du système tout entier, dont il n'est qu'un des maillons. On retrouve là une démarche analogue à celles des « socialistes vrais », ces émules de Feuerbach, dont le raisonnement peut se résumer ainsi : puisque la société ne correspond pas à la nature, son modèle originel, le « socialiste vrai » exige qu'elle se règle à nouveau d'après la nature (52). Paradoxalement, la démarche écologique retombe ainsi dans une conception totalement dualiste des rapports hommes/nature et part en guerre contre toutes les théories anthropocentriques. La conséquence de cette attitude, c'est l'insistance mise sur la morale personnelle du recyclage, de la non-consommation, d'un retour à la « vie naturelle ». C'est la remise au goût du jour de tous les mythes du bon sauvage, d'une nature bienfaisante et apaisante au sein de laquelle les peuples primitifs auraient vécu en parfaite harmonie : c'est l'interprétation bornée et appauvrissante de Rousseau (53), qui, le premier, au XVIII^e siècle, a découvert la nature contradictoire du progrès, représenté au contraire par ses contemporains philosophes comme une chaîne continue et ascendante. Ce n'est pas le moindre paradoxe de

(52) H. Dalmer, dans son article (op. cité) sur W. Reich, rappelle les termes de la polémique de Marx contre les socialistes vrais (p. 9 et 10). Il montre les conséquences d'une conception naturaliste de l'homme dans l'œuvre de W. Reich. Cette critique vaut, à notre avis, pour l'aile la plus avancée du mouvement écologique aujourd'hui, qui puise son inspiration dans un culte idolâtre de la nature.

(53) Une présentation courante de Rousseau interprète son œuvre comme une philosophie naïve des rapports de l'homme à la nature, désignée par le terme empreint d'indulgence méprisante : rousseauisme. Au contraire, Rousseau fut un précurseur dans la dénonciation de la conception du progrès dominante dans la philosophie des Lumières. Et dans ce combat, il fut isolé. Chez lui, la fiction de l'état de nature n'est qu'un simple postulat logique ; non pas « vérité historique », écrit-il, « mais raisonnements hypothétiques et conditionnels, plus propres à éclaircir la nature des choses qu'à en montrer la véritable origine ».

cette forme de prophétie écologique que de reprendre les clichés les plus éculés de toute la philosophie idéaliste (« chassez le pollueur de votre tête ! »), de reprendre les vieilles images de l'opposition homme/nature dont S. Moscovici a montré avec vigueur qu'elles sont sans fondement :

« Avant tout, il est impossible de situer un état normatif de nature à l'aube de l'humanité, car nous ne connaissons aucune parcelle de réel exempte de l'intervention humaine... chaque fois que l'on a cru atteindre le mystère des choses et des êtres, on n'a atteint qu'un mirage... » (54).

Ce qu'exprime une composante importante du mouvement écologique, c'est une revanche et un retour en force étonnants de nouvelles formes de mysticisme, intégrant, dans un syncrétisme bigarré, de nouvelles croyances à de multiples débris de croyances anciennes, charriées avec complaisance par les *mass media*. Le mythe de la nature est souvent présent dans la littérature écologique comme un « test projectif » (55) des aspirations de la société actuelle ; en même temps, il correspond à une régression dans le passé, à une fuite dans l'imaginaire. Dans notre société, les anciens mythes ont en effet éclaté, mais les aspirations profondes — et les frustrations ! — qu'ils traduisent, ne sont pas pour autant satisfaites ; la démarche mythique resurgit donc toujours, à la recherche d'une formulation globale (la Science, ou les nouveaux gourous !) ; le problème de la médiation entre l'homme et le cosmos se résout pour tout un courant de la littérature écologique par l'appel aux Dieux ou à Dieu. Ainsi Dubos, qui pense qu'une véritable conception écologique du monde a des implications religieuses, et qui tente de jeter les bases d'une théologie scientifique de la Terre (56), ainsi les rédacteurs du célèbre *Blue Print of Survival*, qui se réfèrent aux commandements de l'évêque de Kingston, pour écrire :

« Il nous faut retrouver le rôle de la religion dans notre culture, puisqu'il ne saurait y avoir de contradiction entre les commandements de Dieu et les lois de la Nature, et que, pour survivre, l'homme, comme toute autre créature, doit respecter celle-ci. » (57).

Parmi les courants qui se sont affirmés contre l'inhumanité des « sociétés industrielles », I. Illich (58) tient une place particulière par la virulence et l'impact de ses condamnations. La critique illichienne, qui analyse avec beaucoup de sagacité les effets meurtriers du mode de vie capitaliste, s'exerce essentiellement à l'encontre de l'ensemble des activités de consommation et de l'idéologie qui les sous-tend dans les sociétés développées ;

(54) S. Moscovici, *Hommes domestiques et hommes sauvages*, op. cité.

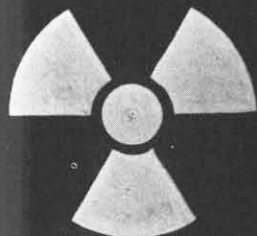
(55) Chombart de Lauwe, *La culture et le pouvoir*, op. cité.

(56) R. Dubos, *Les Dieux de l'écologie*, op. cité, p. 12. Voir aussi le chapitre VIII de cet ouvrage (p. 113-131) où Dubos analyse l'opposition entre « conservation française et gestion bénédictine » de la nature.

(57) *Changer ou disparaître*, op. cité. Thèse 349, p. 70.

(58) Dans *Energie et équité*, par ex., op. cité.

EDF



elles sont, pour Illich, source d'une impuissance psycho-sociologique croissante des individus qui vivent dans ces sociétés. En s'appuyant sur des hypothèses idéologiques qui ignorent tout des concepts marxistes, Illich passe à côté des phénomènes essentiels qui expliquent le saccage des activités et de l'environnement humains. La stratégie illichienne repose sur la volonté de démanipulation des individus, renvoie à une convivialité dont la tonalité est corporatiste et moyenâgeuse. En isolant les phénomènes institutionnels et la sphère de la consommation des conditions générales de la production, Illich se réfère implicitement à une anthropologie tronquée, qui fait du système actuel un accident de l'histoire ; la critique d'Illich débouche sur l'impuissance politique, parce qu'elle s'appuie, elle aussi, sur l'existence postulée d'une nature humaine éternelle, moteur essentiel de la libération de l'homme. Dès lors qu'on se situe dans une telle perspective, on passe à côté de questions importantes : c'est le cas d'Illich, qui se cantonne à ce qu'il faut bien appeler une attitude polémique et idéologique, en faisant de sa prise de parti la raison même de l'histoire. André Gorz lui-même, en dépit d'analyses très pertinentes sur les problèmes de l'écologie, se réfère à une vision illichienne, notamment lorsqu'il écrit :

« C'est pourquoi l'émancipation de la classe ouvrière, son pouvoir, commencent par la lutte pour reconquérir son intégrité physique nerveuse, culturelle au sein du travail, c'est-à-dire par la lutte pour imposer un pouvoir d'autodétermination au procès du travail. » (59).

Si nous avons cité ici Gorz, c'est parce que lui-même bute sur une difficulté méthodologique fondamentale, sur laquelle passent allègrement toutes les vulgates écologiques et l'illichisme. La notion de nature, on le voit, exprime la société dans laquelle elle apparaît, sa structure ; mais elle condense aussi des notions idéologiques héritées de sociétés antérieures (nature magique, nature mécanique...). Il est très difficile d'éviter une conception dualiste (celle de l'ontologie chrétienne par exemple), qui « ne réussit pas à unifier l'homme et la nature et à les mettre en rapport, sinon au niveau des mots » (60). Si l'on veut éviter cette conception dualiste, « si l'histoire humaine doit être conçue aussi comme l'histoire de la nature (et aussi à travers l'histoire des sciences) », on débouche inévitablement sur cette question fondamentale posée par les théoriciens marxistes — et jamais résolue de façon convaincante : « Comment la dialectique peut-elle être détachée de la nature ? » (60) et (61).

(59) A. Gorz, *Critique de la division du travail*, op. cité, p. 15. Tous les travaux de Gorz sur l'environnement et le mode de vie sont imprégnés de la problématique illichienne.

(60) A. Gramsci, *Œuvres choisies*, op. cité, p. 153.

(61) Nous sommes d'accord avec la façon dont Lucio Colletti resitue politiquement le débat sur la dialectique de la nature dans son article *Marxisme et dialectique*, paru dans *Politique et philosophie* (op. cité). Malheureusement, les arguments utilisés restent à l'intérieur d'une démarche spéculative. La richesse et la nouveauté des recherches

L'Écologie :

idéologie des nouvelles couches moyennes ?

« Changer la forme de la société, la manière de produire et les relations qui se nouent autour de la production ne suffit pas, si l'on continue à la reproduire, à la doubler et redoubler dans l'espace et dans le temps, copie conforme de celle qui l'a précédée. »

S. MOSCOVICI (62).

L'ouvrage fondamental de B. Commoner (63) s'ouvre par une description très colorée et humoristique de ce fameux jour d'avril 70 (Earth Day), qui fut l'occasion pour tous les Américains d'une redécouverte du milieu qui les entoure. Tous se réunirent ce jour-là pour condamner pêle-mêle la politique, l'athéisme, l'armée, le gouvernement, la croissance de la population, l'abondance, la richesse, la science, l'agressivité de la race humaine, l'enseignement, le profit, l'Eglise chrétienne, la technologie, les politiciens, le capitalisme, l'absence de civisme, la publicité et l'absence de publicité, « cependant qu'un plus fin observateur rendait tout le monde responsable : nous voilà face à l'ennemi, et cet ennemi, c'est nous » (64). Si l'on ajoute que cette manifestation fut organisée par l'administration fédérale et financée par de grands trusts (65), on comprend la méfiance que rencontrent dans le mouvement ouvrier les thèmes de l'environnement, à la fois quant à l'idéologie et aux intérêts économiques sous-jacents.

L'analyse des couches sociales dans lesquelles s'incarne la critique écologique est révélatrice (66) ; curieusement, en effet, la protestation écologique n'est pas née d'abord dans les couches ou classes qui subissent le plus directement les conséquences de la détérioration de l'environnement. Dans les pays anglo-saxons, mais en France aussi, les associations de défense de la nature furent souvent à l'origine issues de milieux bourgeois ou petits-bourgeois conservateurs, quelquefois même fascisants. Aujourd'hui, même quand les secteurs de la classe ouvrière y participent, la protestation écologique reste interclassiste et dominée par une

actuelles dans les sciences du vivant (écologie, biologie...) ou concernant le statut des « sciences humaines » (anthropologie, économie...), devraient permettre de rompre avec la circularité d'une critique qui reste sur le plan politique/philosophique.

(62) Moscovici, *Hommes domestiques et hommes sauvages*, op. cité.

(63) Commoner, *L'encerclément*, p. cité, pp. 9-17.

(64) Commoner, *L'encerclément*, op. cité, p. 14. Commoner fait ici allusion à Pogo, petit personnage d'une série de bandes dessinées, très lue par les intellectuels aux Etats-Unis.

(65) Parmi les trusts qui organisèrent la semaine du milieu terrestre (Earth Week) ; on relève General Electric, Du Pont, Standard Oil of New Jersey, International Paper, Phillips Petroleum, Coca Cola, General Motors, etc.

(66) Lire le chapitre sur le mouvement écologique dans Castells (*Luttes urbaines*, op. cité) pour les Etats-Unis ; pour la France, l'interview de Brice Lalonde, parue dans *Rouge*.

idéologie humaniste. Mais il n'y a là qu'un paradoxe apparent ; car ceux qui luttent pour leur survie luttent d'abord pour une nourriture suffisante et un abri convenable. Et c'est le cas aujourd'hui pour un tiers de l'humanité ! Tant que les richesses mondiales resteront la propriété des sociétés multinationales, d'une infime minorité de privilégiés, la lutte pour la préservation de l'environnement apparaîtra d'abord comme une justification de la misère des plus démunis, une tentative de prolonger les rapports de dépendance de classe et néo-colonialistes.

Aujourd'hui, de nombreux prophètes de malheur, écologistes ou non, lancent de solennels avertissements ; écoutez bien leurs prophéties : « Surpeuplement dramatique de la planète, pollution excessive, pillage des ressources naturelles... » et relisez Engels, les socialistes utopiques. Vous découvrirez que ces trois facteurs caractérisent déjà la situation de centaines de milliers de prolétaires au XIX^e siècle, désormais « libres » d'aller vendre leur force de travail aux nouveaux maîtres du monde. Regardez aujourd'hui les conditions de survie de ces millions de sous-prolétaires, chômeurs, qui vivent (?) dans les villes du sous-continent indien, d'Amérique latine ; et aussi à la périphérie des métropoles d'Europe occidentale ou dans les ghettos nord-américains ; les éléments des catastrophes prévues par les experts du M.I.T. sont là, sous vos yeux. Ils **sont** tout simplement les conditions de vie actuelles de la majorité du prolétariat sous domination capitaliste.

Si la bourgeoisie tente aujourd'hui d'éveiller l'intérêt de l'ensemble des classes sociales pour la protection de l'environnement, c'est que, fondamentalement, certaines des conditions de la mise en valeur du capital se font plus coûteuses (et notamment l'utilisation de certaines ressources naturelles) ; et si cette propagande rencontre un écho, précisément dans certaines des couches moyennes urbaines qui se sont développées avec le mode de production capitaliste, c'est que souvent, ces couches sociales se sentent plus aliénées à travers l'uniformisation du mode de vie qui leur est imposé qu'à travers leur exploitation directe dans la sphère de la production. Pour elles, la contestation la plus radicale du système, c'est en sortir. Les mots d'ordre les plus subversifs, c'est jouir, ici et maintenant, retrouver la nature, la vraie, manier des technologies douces dans des communautés à dimension humaine... Bien sûr, c'est un rejet actif de la société capitaliste, doublé d'un dégoût compréhensible pour les idéologies productivistes dominantes dans le mouvement ouvrier officiel, qui nourrissent ce refus ; mais cette attitude n'est pas une alternative d'ensemble à la société actuelle. Vivre l'utopie dans un cadre miraculeusement autogéré restera le privilège de quelques favorisés ; cela peut très bien être accepté par cette même société (regardez la trajectoire sociale des communautés de la côte Ouest des Etats-Unis). Les utopies écologiques renvoient à un cycle économique d'une simplicité qui évoque la vie de Robinson dans

84

son île (67) — du moins avant l'arrivée de Vendredi — négation purement morale de la société capitaliste, et plaisanterie écologique, comme toutes les robinsonnades. Ce qui nous est proposé, dans ce monde rose et vert des petites communautés autarciques, autosubsistantes, c'est cette « médiocrité en toutes choses » raillée par Engels. Ce qu'il y a, dans cette vision du monde, c'est l'idée, rarement formulée mais toujours implicitement présente — qu'il existerait une nouvelle classe porteuse d'un nouveau projet révolutionnaire : la paysannerie, avec ses nouveaux intellectuels organiques, les écologistes, mauvaise conscience des sociétés dites « industrielles », nouvelle avant-garde qui s'érige en défenseur d'un nouveau dogme : l'harmonie homme/nature vue unilatéralement à travers les contraintes éco-systémiques.

L'analyse des termes du débat sur les filières technologiques « dures et douces » est très éclairant sur la nature de classe et les limites politiques des mouvements écologiques (68). C'est en effet un cheval de bataille permanent de ces mouvements : l'enjeu en est la promotion de techniques, de « technologies douces » (marginales aujourd'hui) contre les « technologies dures » (massivement dominantes). Il est vrai que les paradoxes visibles des technologies dominantes sont lourdes de conséquences. Mais nous retrouvons dans les solutions proposées par les mouvements écologiques la limite de toute problématique strictement écologique : tenter de frayer un chemin au nouvel évangile social et écologique par la force de l'exemple. Les micro-expériences substituent l'ingéniosité de leurs auteurs à l'activité sociale, aux conditions historiques de l'émancipation des travailleurs, leurs propres conditions fantaisistes... Même lorsque les promoteurs de ces expériences ont la volonté de défendre les intérêts de la classe ouvrière, c'est uniquement parce qu'elle est « la classe la plus souffrante » (69). En vérité, sous cette volonté pédagogique tournée à la fois vers la bourgeoisie et vers le prolétariat, il y a l'idée qu'« il suffit de comprendre leur système pour reconnaître que c'est le meilleur de tous les plans possibles pour la meilleure des sociétés possibles » (69). Et le résultat est très précisément celui : les éléments de la critique écologique sont détournés par le système dominant ; la protestation écologique reste le fait de couches sociales aisées (70).

(67) Pour une critique percutante des robinsonnades écologiques, lire l'article de J. Caltung : *Les limites de la croissance et la politique de classe* (op. cité).

(68) On trouve dans le travail d'Antonorsi sur les *technologies douces* (op. cité), un inventaire et une critique qui ont servi de référence pour notre article. Il montre que « le projet de société décrit par la technologie douce constitue une utopie qui reflète clairement les valeurs des groupes de scientifiques radicaux. Il s'agirait donc d'une utopie significative pour ces groupes, plutôt que de vraies idées-guides d'un mouvement social significatif qui lutterait pour sa réalisation ».

(69) Marx-Engels, *Le Manifeste*, p. 48-50 (coll. 10/18).

(70) A cet égard, l'exemple de l'agriculture biologique est éclairant. L'étude récente faite à Grenoble (*L'Agriculture biologique en France*, op. cité) montre que la bourgeoisie moyenne compose plus de 70 % de sa clientèle. On peut très bien imaginer dans ces conditions la coexistence de deux filières technologiques dans l'agriculture : l'une, industrialisée, réservée au plus grand nombre, l'autre, biologique, pour une clientèle plus fortunée. Les deux filières étant intégrées au même système de marché, pour le plus grand bien de la société capitaliste elle-même.

Les mobilisations sur le thème de l'environnement sont éminemment **contradictoires**. La combinaison d'aspects économiques complexes, la recherche au niveau des classes moyennes de nouvelles formes de communautés (community action) ; de l'entrecroisement avec tous les thèmes confus des contre-cultures (naturalistes et anti-consummation) de la jeunesse ; de la révolte de certaines couches ouvrières contre le cadre de vie aliénant des grandes métropoles (nord de l'Italie), culmine souvent dans un discours qui substitue l'opposition technique/nature aux contradictions de classes. Mais ne voir que cette confusion, c'est ne pas comprendre l'enjeu de classe des luttes sur l'environnement ; vaste entreprise de mystification ou puissant levier de changement.

Ecologie et révolution

« La technologie moderne, qui est propriété privée, ne peut pas survivre plus longtemps si elle détruit le bien social dont elle dépend, l'écosphère. Ainsi un système économique fondamentalement basé sur les transactions privées au lieu d'objectifs sociaux, n'est plus adapté et est de plus en plus inefficace dans l'aménagement de ce bien social vital... Il n'y a pas d'alternative apparente entre la barbarie et les conséquences économiques de l'impératif écologique. »

Barry COMMONER (71).

L'environnement est un secteur où s'expriment avec de plus en plus de force les contradictions du mode de production capitaliste ; d'où une relance d'un débat qui est né avec l'écologie elle-même : celui des rapports économie/écologie. Ce débat a connu — à partir des Etats-Unis, et depuis une dizaine d'années — des développements intéressants ; mais le plus souvent, il s'est réduit à une simple transposition des concepts d'un domaine à l'autre. Ainsi, par exemple, l'utilisation des méthodes de bilan-matière et de bilan-énergie (72), permet d'analyser et de comparer, du point de vue des coûts énergétiques et du transfert ressources/déchets, différentes filières technologiques ; ces méthodes ont permis de mettre en évidence certaines aberrations du système productif actuel (rendements énergétiques décroissants dans l'agriculture (73), par ex.). Mais dès qu'il s'agit de bilans agrégés, ou de quantités moyennes, la méthode devient trompeuse et fautive. Deux exemples :

(71) Commoner, *L'Encerclement*, op. cité, p. 285.

(72) Pour l'utilisation de ces méthodes :

- par les écologistes, lire l'ouvrage magistral de H.T. Odum, *Environnement, Power and Society*, op. cité ;
- par les économistes, lire par exemple l'article de Knesse et Bower, *Critères de qualité, taxe et justice*, publié dans *Economie de l'Environnement*, op. cité, p. 178-190, et De Rosnay, *Le Macroscopie*, op. cité.

(73) Voir le numéro de *Science* (Food, 4188), consacré à l'alimentation, ainsi que l'article de De Rosnay : *Production agricole, un bilan qui se détériore*, op. cité.

—°Ce ne sont pas les quantités totales de fluor rejetées en Europe par Alusuisse et P.U.K (74) qui sont importantes, mais les effets localisés de ces rejets (Valais ou vallée de la Maurienne).

— Ce sont moins les quantités totales de chaleur rejetées par les centrales nucléaires dans les fleuves français dans dix ans que leurs variations temporelles (chocs thermiques) qui seront dangereuses pour les écosystèmes fluviaux (75).

Mais il y a plus grave. Dans cette perspective, qui tend à formaliser les équilibres en termes physiques — flux d'énergie et de matière —, la nature devient un secteur de l'activité économique auquel est appliquée l'analyse néo-classique. L'environnement y est traité comme un réceptacle physique purement passif (et non comme un système vivant !) qui peut être comptabilisé dans l'économie en termes strictement monétaires ; c'est dire que toutes les questions importantes posées par l'écologie sont escamotées : épuisement des ressources, alimentation déficiente, dangers de la pollution, homéostasie des éco-systèmes, politiques possibles de « remontée biologique », etc.

Nous avons montré au contraire que les circuits d'échange dans l'environnement ne se séparent pas en deux systèmes distincts et autonomes : d'un côté les cycles naturels, de l'autre les activités humaines. L'environnement est le produit des sociétés humaines, et il produit les sociétés humaines. Partant de là, nous posons les questions suivantes :

Quels sont les facteurs socio-économiques, culturels, qui expliquent historiquement l'évolution de l'intervention des sociétés humaines sur l'environnement ?

En quoi les conséquences de ces interventions sur l'écosystème peuvent-elles exercer une action en retour sur les caractéristiques socio-économiques et culturelles de ces sociétés ?

On se heurte dès lors, dans l'analyse, à la difficulté déjà soulignée pour traiter ensemble aspects économiques et écologiques de la crise de l'environnement. Nous pensons que l'acharnement des classes dominantes à compromettre l'avenir de l'humanité en dégradant l'écosphère ne peut se comprendre qu'à partir d'une analyse d'ensemble d'un système pour lequel la nature, comme l'homme, sont d'abord l'objet d'une exploitation profitable. Cette hypothèse désigne la limite de toute analyse écologique et politique qui ne débouche pas sur un combat militant contre le système capitaliste lui-même. Dans ce mode de production, seul est valorisé le bénéfice privé actuel d'une activité, sous forme de profit. Le maximum des coûts est reporté sur la nature, au prix de monstrueux gaspillages, de destructions écologiques ; ces coûts sont donc finalement reportés par la bourgeoisie sur d'autres couches ou classes sociales : classe ouvrière, petits paysans... ou sur

(74) Sur Alusuisse, lire le dossier publié par nos camarades suisses dans *La Brèche : Alusuisse, La violence des pollueurs*. Sur P.U.K., le remarquable livre *P.U.K., une multinationale française* (op. cité, chap. 8 et 9).

(75) Excellente introduction à ce problème dans les dossiers de l'A.P.R.E.

d'autres nations. Ce qui est manifestement en jeu, c'est la gestion de la société dans son ensemble, qui ne comptabilise que des coûts privés, donc partiels, au lieu des coûts sociaux globaux, qui opère une « socialisation des coûts et une privatisation des avantages » (76)

A partir des remarques précédentes, se posent de nouvelles questions, et d'abord celle-ci : Quelles sont les limites d'adaptabilité du système actuel ? Etant donné les relations systématiques entre le mode de production et l'écosystème, et la nécessité vitale pour sa propre survie de maintenir les échanges avec l'environnement, dans quelle mesure le système lui-même est-il capable de prendre en charge certains coûts sociaux de l'environnement, pour éviter un effondrement tel que ceux prévus dans les modèles du monde du M.I.T. ? Une planification écosociale est-elle possible, qui s'orienterait progressivement vers la satisfaction de besoins essentiels évalués, hors marché, comme valeurs sociales d'usage ?

Il doit être clair que si certains secteurs de la bourgeoisie (Club de Rome, S. Mansholt) reconnaissent la gravité des difficultés soulevées par la gestion actuelle de l'environnement, ce n'est pas pour préparer leur suicide, mais au contraire pour livrer de nouvelles batailles sur ce terrain (77) ; en se montrant prêts, par exemple, à réduire certains gaspillages, pour éviter un effondrement dramatique : écologique, économique, politique. Il n'y a pas d'autre raison aux propositions du Club de Rome ou du rapport Gruson pour la recherche de la durabilité maximale des produits ou la récupération et le recyclage des matières premières ; dans certains secteurs, la logique du capital poussant à accélérer au maximum les transferts ressources/déchets (production de gadgets, croissance démentielle des villes...), rencontre des limites : gestion des grandes villes en faillite aux Etats-Unis, coût insupportable des effets de la pollution. Les technocrates du Club de Rome ne sont pas devenus brusquement des philanthropes : ils ont simplement compris la nécessité de reproduire certaines conditions de la production (environnement) pour assurer la pérennité du système, et la nécessité pour cela que la croissance capitaliste change de base. Une telle politique est tout à fait compatible avec le système, car elle peut être rentable :

« En enseignant les méthodes propres à rejeter dans le cours circulaire de la reproduction et de la consommation sociales leurs excréments, elle (la chimie) convertit sans aucun concours de capital les non-valeurs en autant d'éléments additionnels de l'accumulation... La reconversion des résidus de la production, ses prétendus déchets, en nouveaux éléments de production... (constitue) la seconde grande possibilité d'économie dans les conditions de production. » (78).

(76) B. Rosier, *Croissance et crises capitalistes* (op. cité, p. 26).

(77) M. Bosquet explique avec clarté ce virage dans la stratégie des multinationales. Dans *Ecologie et politique* (op. cité), lire en particulier l'introduction (p. 9-15) et le chapitre socialisme ou éco-fascisme (p. 112-128).

(78) K. Marx, *Le Capital*, op. cité.

C'est pourquoi les techniques de recyclage sont déjà — et de plus en plus — utilisées en économie capitaliste (79). Aux Etats-Unis, par exemple, 52 % du plomb utilisé est récupéré, 80 % des automobiles au rebus sont traitées par l'industrie de la ferraille. En France, on commence à avoir de nombreux exemples de recyclage des déchets. Mais ces techniques ne sont utilisées que dans trois cas :

- lorsqu'elles apportent un surprofit à une entreprise,
- lorsqu'elles sont moins coûteuses que d'autres procédés d'antipollution que l'entreprise devrait, de toute façon, mettre en place,

- lorsqu'une accumulation de déchets risquerait de poser des problèmes politiques explosifs : en général, dans ce cas, c'est l'Etat, c'est-à-dire les « contribuables », qui financent le dispositif.

Elles sont par essence limitées dans l'économie de marché, où les prix du marché ne reflètent pas l'ensemble des coûts.

On peut, à partir de là, s'interroger sur la stratégie des partis réformistes. Est-ce que certains objectifs de nationalisation et de planification, tels qu'ils figurent par exemple dans le Programme Commun de la Gauche en France, sont une menace pour le système ? Ou encore : la prise en compte de certains critères d'évaluation des « besoins sociaux des masses populaires » en matière de « qualité de la vie » peut-elle préfigurer, au sein même de la société capitaliste bourgeoise, les principes guidant la planification et la gestion de l'environnement au sein d'une société socialiste ? A cette question, nous répondons non. Toute la polémique de G. Marchais contre S. Mansholt le démontre (80). Quelques nationalisations (avec indemnisation et sous quel contrôle ?), la relance de la consommation populaire (quelle consommation ?) et la démocratisation (impossible) de l'appareil d'Etat bourgeois ne sont pas une réponse alternative aux nouveaux défis de la bourgeoisie (81). Il y a nécessairement une solution de continuité entre la société actuelle, où c'est la logique de la **valeur d'échange** qui gouverne la production de **valeurs d'usage**, et la société socialiste, où c'est la logique de la valeur d'usage qui gouverne le système d'échange. La perspective de l'étape démocratique esquive l'ensemble de ces problèmes.

Toute tentative de greffe de valeurs d'usage hors marché sur le mode de production capitaliste ne peut qu'être rejetée par ce dernier. D'autre part, l'offre et la demande ne peuvent en aucun cas permettre la formulation des priorités dans un système de planification socialiste ; en aucun cas, la valeur d'échange ne peut

(79) Parmi les entreprises françaises qui ont récemment mis en œuvre des systèmes de récupération des déchets, un article paru dans le *Nouvel Economiste* sous le titre significatif : *Ces usines qui gagnent de l'argent en devenant propres* (op. cité). cite : B. Beghin, Elf, Isorel, Rhône-Poulenc, Ugine-Kuhlmann (eh oui !), Sacilor, etc.

(80) L'essentiel de cette polémique est repris dans la *lettre Mansholt* (op. cité). Pour une étude plus approfondie, se reporter au document *Réactions au rapport « Limit the Growth »* (op. cité).

(81) Pour une critique complète de la ligne politique du programme commun, lire la brochure rédigée par J. Valier, *La solution du P.C.F. à la crise du capitalisme*, op. cité.

servir de base de réflexion et d'action dans un régime socialiste. Engels a formulé explicitement cette nécessité : « Elle (la société socialiste) aura à dresser le plan de production d'après les moyens de production, dont font tout spécialement partie les forces de travail. Ce sont, en fin de compte, les effets utiles des divers objets d'usage, pris entre eux et par rapport aux quantités de travail nécessaires à leur production, qui détermineront le plan. Les gens régleront tout très simplement, sans intervention de la fameuse « valeur » (82).

La seule critique que l'on peut formuler à l'encontre d'Engels concerne la formule trop optimiste « très simplement ». Pour le reste, le texte indique clairement que la valeur d'échange ne peut plus servir de norme, de moyen de régulation d'une économie socialiste. Du même coup, ce n'est plus le travail social nécessaire qui sert à déterminer les valeurs d'échange comme dans la société capitaliste. Dans cette perspective, planification centrale et prise en mains par les producteurs eux-mêmes de la gestion de la société et de leurs propres affaires deviennent les moyens essentiels d'information, de choix des priorités pour la société. Nous sommes bien loin des alternatives piégées : croître ou disparaître, régresser ou disparaître, auxquelles les réformistes ne répondent pas de façon satisfaisante. Et pas seulement à cause de leur irréalisme total concernant les questions nodales de l'Etat et du marché, mais aussi parce que leur vision du socialisme repose sur « la thèse absurde, reprise des économistes bourgeois, de besoins sans cesse croissants des hommes pour les biens matériels » (83).

Selon Marx, dans une société socialiste, la vraie mesure de la richesse ne serait plus la quantité de travail socialement nécessaire, mais « le temps disponible ». Discuter avec le patronat ou les gouvernements bourgeois en termes de taux de croissance, c'est, répétons-le, passer à côté des problèmes essentiels, car « l'épanouissement de toutes les potentialités et capacités de l'homme a comme pré-conditions la satisfaction assurée des besoins matériels de base : mais il ne se confond nullement avec cette satisfaction » (83). Concernant les problèmes de l'environnement et du mode de vie, il ne s'agit pas de créer une nouvelle couche de fonctionnaires, experts de l'environnement, de la pollution, des loisirs, etc. A cet égard, l'exemple de l'U.R.S.S. stalinienne est démonstratif (84). La prise en mains, par les producteurs eux-

(82) Engels, *L'Anti-Dühring*, op. cité, p. 349.

(83) E. Mandel, *Ecologie et lutte de classe, Rouge* (op. cité).

(84) Il serait aussi très intéressant d'aborder, par comparaison, les problèmes de l'environnement dans la société chinoise. Le développement de communes autonomes, autarciques au moins pour les produits courants et les besoins domestiques, permet un recyclage efficace des déchets ; la répartition et la dimension de ces communes agro-industrielles équilibrées permet à leurs habitants de jouir de certains avantages de l'urbanisation. Mais les documents que nous avons consultés sur cette question, à l'exception du livre de Burchett, ont un caractère apologétique qui permet difficilement de formuler une appréciation argumentée.

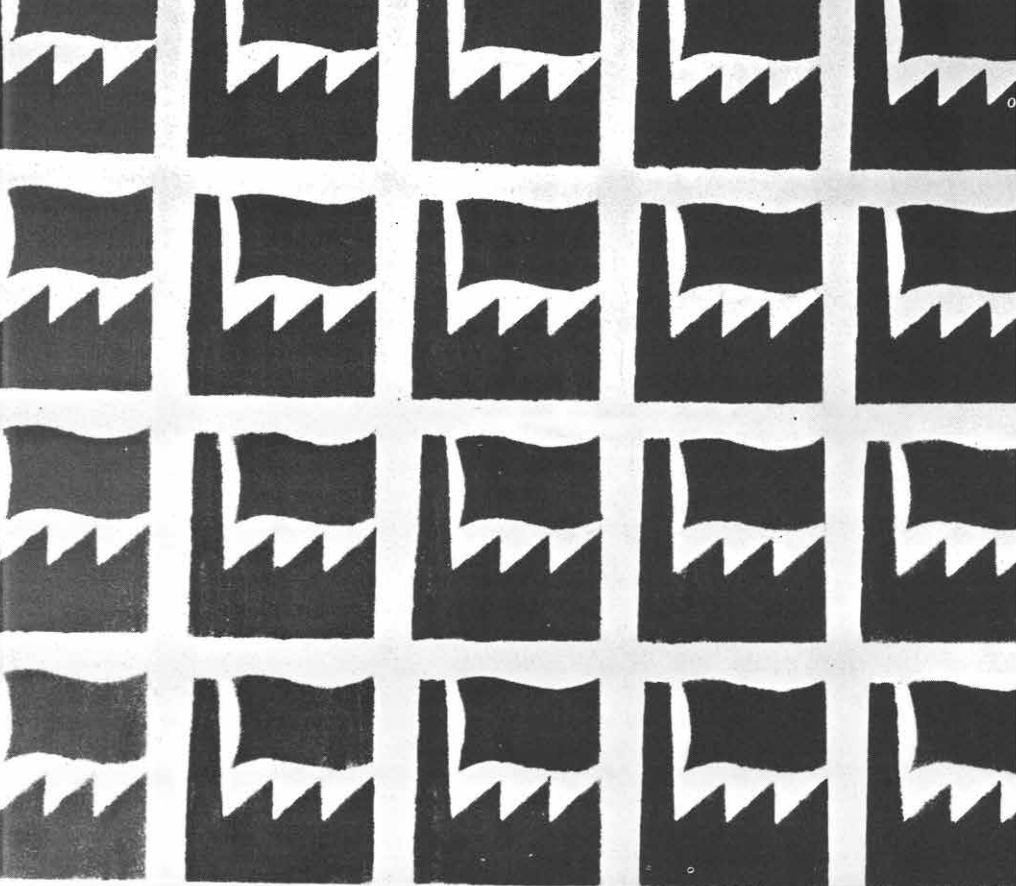
mêmes, de l'intégralité de leur existence, est au contraire l'élément décisif...

Marx a donné comme sous-titre au Capital : « Critique de l'économie politique ». Dans la même tradition théorique, des marxistes, comme R. Luxemburg, Préobrajensky, ont affirmé que l'économie politique doit dépérir en même temps que les catégories économiques qu'elle tente de dévoiler. On peut donc légitimement s'interroger sur le statut de la critique économique en tant qu'instrument d'analyse dans une société où les catégories marchandes auront disparu. « Ce qui subsistera, sans doute pendant une longue période, jusqu'au moment où tout calcul économique sera devenu superflu, ce sera la nécessité de mesurer les besoins de remplacement d'un stock de machines (...) dès l'époque de l'abondance en quantités matérielles (...) le reliquat de l'économie politique sera une « science nouvelle positive », science qui intégrera sans doute des lois d'organisation et de la théorie des communications avec des lois de la psychologie individuelle et sociale, de l'hygiène mentale et physique... » (85).

Et d'une écologie généralisée, ajoutons-nous. Contrairement à toutes les révolutions du passé, la révolution socialiste réclame un effort conscient et délibéré du prolétariat. Cet effort doit s'enraciner dès maintenant dans les besoins quotidiens des masses. Il demande une attention nouvelle des organisations révolutionnaires pour comprendre ces besoins et les traduire en termes d'actions théoriquement réfléchies, pour aider au passage d'une critique anémique du système capitaliste à une critique révolutionnaire d'ensemble. Cela vaut évidemment pour les questions de l'environnement, du mode de vie, qui se situent aujourd'hui au cœur de toute démarche transitoire vers le socialisme ; sinon le danger est réel que les luttes sur les problèmes de la vie quotidienne restent prisonniers de valeurs petites-bourgeoises. Il est urgent que les organisations révolutionnaires comprennent la signification profonde de la protestation écologique qui naît à la périphérie du prolétariat, de cette protestation qui décape, qui corrode les mécanismes cachés du capitalisme pourrissant, pour l'orienter aux côtés de la lutte séculaire des travailleurs contre leurs conditions d'existence, pour la subordonner aux intérêts généraux du prolétariat.

Janvier 1976

(85) E. Mandel, *Traité d'économie marxiste*, op. cité. T. II, p. 432. E. Mandel ajoute : « Les économistes marxistes revendiquent l'honneur d'être la première catégorie d'hommes de science à travailler consciemment en vue de la disparition de leur profession. »



LES USINES

planification mondiale
des ressources,
globalisation des coûts
à l'échelle de la société,
suppression des gaspillages,
révolution socialiste.

socialisation des moyens
de production et d'échange.

AUX

TRAVAILLEURS